

« Débat du faire »

la transition énergétique, c'est nous



LA DÉMARCHE

pour qui ? pour quoi ?

« Transitions » renvoie à un universel, à quelque chose d'inclusif et de collectif : une aventure de transhumance ingénieuse et pragmatique dans laquelle on peut embarquer pour partager une expérience, découvrir, apprendre, tenter, essayer et ce faisant, construire le monde souhaité. Mettre à l'agenda les « transitions » comme sujet de débat et de mobilisation collective est en soit un acte politique fédérateur et prospectif. Le terme « transitions » ne propose

ni contenu concret, ni vision précise mais un processus ; sémiologiquement « aller au-delà ». « Transitions » avec un « s » indique qu'il y en a plusieurs transitions à mener (énergétique, numérique, économique, démocratique pour les plus citées), proposant une palette et des rythmes différents. « Transitions » indique un temps moyen, une sorte d'état, un « espace-passage » avec des étapes : cela évoque le chemin d'un point à un autre plaçant la production de valeurs et les découvertes dans l'expérience, l'expérimentation tant individuelle que collective ... Cette intuition a été le point de départ pour engager dans la métropole nantaise le deuxième Grand Débat métropolitain sur le thème de la transition énergétique. Décidé en 2016 à l'unanimité en Conseil métropolitain, ce nouveau dispositif de participation citoyenne à l'échelle des 24 communes a été l'occasion de débats et d'expérimentations pour embarquer le plus grand nombre et se préparer aux évolutions induites par une transition énergétique locale et citoyenne.

« Les transitions énergétique, démocratique et démographique sont des espaces où s'invente un nouveau rapport au futur. Des préférences s'y dessinent. Le progrès subtil, plus profond que l'ordinaire progrès utile, s'y affirme. La planète, plutôt qu'une somme de ressources à exploiter, y devient le lieu où les humains se confrontent au mystère d'exister et rencontrent des questions fondamentales : quelle prise peut-on avoir sur l'évolution humaine ? Que faut-il changer pour que tout ne change pas à notre détriment ? »

**Pascal Chabot- L'âge des transitions – PUF
Extrait audition introductive au
Grand Débat - septembre 2016**

Le débat du « faire » : créer les conditions de la capacitation

Le Grand Débat sur la Transition Énergétique est le deuxième que la métropole a lancé après un premier grand débat « Nantes la Loire et nous » réalisé en 2014-2015 et qui a permis de fonder la mécanique et l'esprit de cet exercice démocratique à cette échelle. Pour la transition énergétique, les modalités du premier débat à visée délibérative ont été reprises, auxquelles ont été ajoutées celles du « débat du faire ». Le sujet même de la transition énergétique a inspiré la volonté des élus de ne pas restreindre ce débat aux seuls experts et militants, mais de favoriser une appropriation des enjeux de

2011 : Atelier climat... une première étape

En 2011, la métropole lance un atelier climat et propose à 150 familles un processus participatif inédit. L'accompagnement de ces familles consistait à comprendre comment agir au mieux et dans la durée pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre. Il n'était pas question d'agir, plutôt de comprendre les différents freins et leviers, et la sensibilisation d'agir. Les familles ont donc suivi un processus délibératif en échangeant sur les différentes manières d'entrer en action pour contribuer à la lutte contre le réchauffement climatique, sans effectivement entrer particulièrement en action. Finalement, l'exercice consistait à s'interroger sur la capacité à agir, ce qui a donné lieu à la rédaction d'un avis citoyen sur les conditions d'engagement des citoyens de la métropole dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre. En comprenant mieux les enjeux du réchauffement climatique et la responsabilité de l'action humaine dans celui-ci, les foyers investis dans ce dispositif ont changé de comportement sur une année. Cela relevait en revanche de leur responsabilité et non d'une impulsion directe de la collectivité.

la transition énergétique dans le quotidien et la proximité des habitants métropolitains. La collectivité a souhaité que les participants au débat puissent avoir l'opportunité d'expérimenter des changements de comportements, d'essayer des nouvelles solutions tenant compte de leur mode de vie. Pour ce faire, plusieurs groupes de citoyens ont été explicitement accompagnés via une équipe projet¹ pour entrer en action.

« le Grand Débat devra aller au-delà de l'information, de la pédagogie, du recueil de contributions et de la confrontation de points de vue, pour être aussi un débat du « faire ». C'est-à-dire un débat qui fasse une large place aux expérimentations, aux actions concrètes des acteurs et des territoires, et qui puisse aussi être une somme de preuves par l'exemple que la transition énergétique est non seulement souhaitable mais tout à fait possible si nous unissons tous nos forces ».

Extrait de la délibération votée à l'unanimité en Conseil métropolitain du 28 avril 2016

En plus d'être une occasion de favoriser une connaissance partagée sur la transition énergétique via la diffusion d'une information contextualisée aux enjeux du territoire (Document socle), ce Grand Débat a favorisé les capacités d'agir des citoyens et des acteurs de la métropole au travers de six communautés d'actions. Appelé « débat du faire », ce dispositif a permis à 500 personnes d'engager une expérience de transition choisie et accessible. Chaque communauté a été accompagnée par une ingénierie adaptée et mandatée

par Nantes Métropole pour apprendre et tester en équipes, en groupes, en collectifs : le financement participatif citoyen, l'évaluation participative de projets publics, l'invention d'un support de médiation pour lutter contre la vulnérabilité énergétique, la création et l'animation de communautés apprenantes citoyennes pour se lancer dans des défis individuels et collectifs. À l'issue des 200 jours de débat, les six communautés ont chacune rendu compte de leurs expérimentations, en tant que contributions au débat à côté d'autres types d'expressions : expertes via des auditions, collectives via des cahiers d'acteurs (160 reçus) ou encore des contributions individuelles (750 reçus). L'ensemble a constitué un matériau très riche ; synthétisé par la commission indépendante et citoyenne du débat dans un rapport rendu public et qui fut la base pour l'élaboration de la feuille de route partagée du territoire en matière de transition énergétique, votée à l'unanimité par le Conseil métropolitain en février 2018.

¹ Pôle Dialogue citoyen, évaluation et prospective, Direction Énergies Environnement et Risques, Direction Générale Information et de la Relation Citoyen

Une prospective participative et pragmatique

La transition énergétique est un sujet qui appelle à la capacitation citoyenne : face à l'urgence des enjeux climatiques, il convient pour les individus d'agir pour y répondre, d'agir pour faire émerger les questionnements et aussi approcher la complexité par soi-même et dans un collectif. L'idée d'un débat de l'action s'est construite à partir des enjeux intrinsèques à la transition énergétique. En effet, une des conditions de cette transition est l'implication des

citoyens en tant que consommateurs d'énergie et demain producteurs et aussi en tant que citoyens vigilants à l'approvisionnement d'énergie, aux interdépendances entre territoires, aux impacts sur la santé, l'environnement, le paysage de telles ou telles énergies etc. Différents temps ont permis de valider politiquement puis techniquement l'idée d'un débat de l'action par l'expérimentation et le partage de la notion d'essai ... primordiale car elle permet de sortir des discours culpabilisants en admettant que les sensibilités de chacun sont différentes et qu'il est permis de se tromper. Le « débat du faire » a donné le signal pour sortir « la transition énergétique » du récit de la catastrophe qui augmente le sentiment d'impuissance et ainsi redonner prise aux citoyens pour comprendre et agir selon ses moyens et ce peu importe leur niveau d'implication de départ dans la transition énergétique. De ce fait, le terme de communautés apprenantes s'est imposé. Elles ont avancé chemin faisant, invitées à témoigner de leurs avancées et difficultés, tiré les enseignements d'une reproductibilité et une généralisation de leur expérience. Le format Grand Débat avec ses deux volets : « mise en débat » et « débat du faire », articule deux objectifs démocratiques, le délibératif et la capacitation ouvrant dans une logique d'offres diversifiées des occasions de participation plus inclusive à des citoyens différents.

« Le futur doit donc être considéré dans son altérité par rapport au présent. Les changements incertains qui fondent le temps produiront nécessairement un futur autre (...). Penser l'altérité du futur s'oppose aux conceptions temporelles qui consistent à le poser soit comme identique, soit comme étranger au présent. L'altérité du futur n'est jamais suffisamment faible pour qu'on puisse l'anticiper complètement, et jamais trop forte pour que ce futur devienne totalement obscur. Le futur n'est ni rejeté, ni ignoré, ni arraisonné, ni absorbé par le présent, mais il permet de définir le rapport que l'on entretient avec lui. Le futur, comme d'ailleurs le passé, informe notre rapport au présent, mais ne doit pas le déterminer. En ce sens, il ne doit pas y avoir d'autorité du passé ou du futur dans un cadre démocratique, ils représentent au mieux des sources de « renseignements »

*Antoine Chollet et Romain Felli,
« Le catastrophisme écologique contre la démocratie », Vertigo - la revue électronique en sciences de l'environnement [En ligne],
Volume 15 Numéro 2*

Le «faire ensemble» comme marqueur de la feuille de route métropolitaine

Les communautés apprenantes actives pendant le Grand Débat ont permis aux habitants et acteurs volontaires de prendre part à la transition énergétique pour eux et pour le territoire. Elles ont créé des dynamiques collectives qui se sont révélées être des leviers d'action pour transformer dans la durée ses comportements et/ou créer et animer des projets à impacts positifs. En effet, ces dynamiques collectives permettent de sortir de la sur-responsabilisation individuelle et d'entrer

dans la co-responsabilité, dans le « faire ensemble ». Face à des changements incertains mais probables, la transition énergétique se construit en ouvrant les possibles. Sur le territoire métropolitain, les communautés apprenantes composées d'habitants, de porteurs de projets associatifs et d'entrepreneurs ont permis cette ouverture avec le soutien de la collectivité et d'autres acteurs, qui ont aussi pu y prendre part en donnant du temps pour accompagner une dynamique, ou une expertise, un soutien financier, etc.

Le débat au travers des communautés apprenantes a ainsi démontré que le « faire ensemble » était un élément structurant de la transition énergétique du territoire, en particulier avec les citoyens. Cette pratique territoriale constitue à ce titre l'une des trois singularités de la feuille de route pour faire de Nantes une métropole de référence du pouvoir d'agir des acteurs et d'une transition énergétique 100 % citoyenne.

Les engagements de la feuille de route vont donc permettre de poursuivre cette mise en action, en facilitant particulièrement les dynamiques des habitants grâce à la poursuite ou à la création de communautés apprenantes pour transformer leur comportement ou être accompagnés dans leurs projets. Des lieux de la métropole vont être dédiés à l'animation de cette citoyenneté active, dont l'incarnation la plus forte est la création d'un laboratoire unique

de la transition énergétique, sorte de guichet unique pour accélérer les projets et d'assurer la gouvernance de l'action dans la continuité du Grand Débat.

« Pour réussir le défi de la transition énergétique, l'action publique est nécessaire mais elle ne suffit pas. La mobilisation des habitants et des acteurs économiques est un enjeu central. Elle permet de déplacer le curseur du champ des possibles et d'affirmer de plus grandes ambitions.

Cette singularité est celle sur laquelle repose la dynamique d'accélération et d'amplification de la transition énergétique, au-delà des actions qui pourront être menées par la collectivité. Nantes Métropole doit porter le rôle d'accélérateur et de facilitateur du pouvoir d'agir des acteurs pour réaliser cette transition énergétique.. »

**Nantes, métropole en transition
Ambition n°3, page 9 - Feuille de route
partagée de la transition énergétique**

Un « débat du faire » en 6 communautés



les Arpenteurs réalisent des expéditions urbaines pour découvrir les enjeux urbains, architecturaux et paysagers de la transition énergétique sur le territoire métropolitain,



les Astucieux travaillent sur le thème de la précarité énergétique en s'appuyant sur des techniques dites « nudges » pour faire évoluer les comportements des usagers,



les Activateurs apprennent à créer et à mener des campagnes de financement participatif sur des projets contribuant à la transition énergétique et écologique métropolitaine,



les Évaluateurs portent un regard évaluatif sur 12 projets publics (Nantes Métropole et communes) qui contribuent à la transition énergétique et écologique métropolitaine,



les Défricheurs apprennent à s'organiser en collectif pour développer leur pouvoir d'agir, et leur capacité d'interpellation,



et **les Précurseurs** rassemblent les familles, entreprises et écoles dans des démarches de changements de comportements (maîtriser ses dépenses énergétiques, réduire ses déchets et ses déplacements en énergie fossile), selon des protocoles déjà existants (Familles à Énergie Positive et Zéro Déchet, défis écoles).

ENJEUX

7 à 10

Le changement climatique impose la transformation de notre modèle énergétique, moins d'énergie fossile vers plus de renouvelable et aussi un changement de mode de vie. La participation citoyenne est une condition de la réussite de cette transition énergétique. **Fabrice Roussel**, premier Vice-président de Nantes Métropole au dialogue citoyen et **Julie Laernoës**, Vice-présidente à la transition énergétique expliquent leurs choix d'avoir soutenu un Grand Débat citoyen à l'échelle métropolitaine et en quoi cette démarche a permis de faire émerger les singularités d'une nouvelle feuille de route de la transition énergétique : 100 % citoyenne.

MÉTHODE

11 à 17

Penser le futur dans la perspective de l'intérêt général ne peut plus constituer un exercice expert ou solitaire. Nantes Métropole a mis en place un format inédit de débat public à l'échelle des 24 communes de la métropole. Ce dispositif de dialogue citoyen vise toutes les parties prenantes à relever le défi des transitions tant par l'expression de visions et valeurs, que par l'action via des expérimentations et modalités d'implications : quand débat d'idées et débat du « faire » activent encore plus de citoyenneté. **Francine Fenet et Sandra Rataud**, co-directrices du Pôle Dialogue citoyen évaluation et prospective à Nantes Métropole expliquent la méthode ; la **commission citoyenne** indépendante et garante du Grand Débat fait son retour d'expérience.

ANALYSE

18 à 32

La transition énergétique pour changer d'échelle et passer en mode accélération doit se penser et se faire avec les citoyens. Comment embarquer les citoyens à pas seulement les « déjà convaincus » ? C'est ce que le « débat du faire » à tenter en proposant aux citoyens de « faire leur transition » depuis leur sensibilité, leur mode de vie, leur possibilité d'implication. 6 modes de faire, ont constitué 6 communautés « apprenantes » et agissantes. Tout savoir sur ces méthodes de mise en capacitation des citoyens et les conditions de leur reproductibilité.

EXPERTISE PARTAGÉE

33 à 37

Inspirant ou mis en accélération via le Grand Débat, 4 projets de transitions initiés par des collectifs de citoyens sont ici présentés pour nous dire que c'est possible : **Dominique Behar** raconte le développement du Réseau Eco-EVEnement (REEVE) ; **Eric Bureau**, présente CoWatt, une société citoyenne d'énergie solaire ; **Frédéric Ratouit**, nous parle de Scopéli, futur supermarché coopératif et participatif et **Bernard Lemoult**, directeur de l'AFUL Chantrerie, en pionnier tire les enseignements du projet collectif de transition qu'il mène depuis des années sur le territoire de la Chantrerie.

EN DÉBAT

38 à 42

10 auditions inspirantes ont jalonné les 7 mois du Grand Débat. Parmi elles, deux ont particulièrement éclairé les conditions d'implication des citoyens. Extraits des auditions de **Jean-François Caron**, consultant et Maire de Loos-en-Gohelle depuis 2001 et Président du Cd2e de Développement et de **Vaia Tuuhia**, déléguée générale de l'association 4D, ThinkTank citoyen pour la promotion du développement durable.

Plus d'infos

Retrouvez la feuille de route de la transition énergétique de la métropole de Nantes sur

<http://bit.ly/GrandDebatTE>

et www.nantes.fr > transitionenergetique

Le site du Grand Débat La transition énergétique, c'est nous

www.nantestransitionenergetique.fr

enjeux

Le changement climatique impose la transformation de notre modèle énergétique ; moins d'énergie fossile vers plus de renouvelable et aussi un changement de mode de vie. La participation citoyenne est une condition de réussite de cette transition énergétique locale.

Transition énergétique et pouvoir d'agir des citoyens

Julie LAERNOES, Vice-présidente de Nantes Métropole en charge de la transition énergétique
Fabrice ROUSSEL, Vice-président de Nantes Métropole en charge du dialogue citoyen

« Seul on va plus vite, ensemble on va plus loin » pourrait être l'adage de la feuille de route partagée de la transition énergétique de la métropole nantaise. Elle est le fruit d'un dialogue citoyen mené lors du Grand Débat « La transition énergétique, c'est nous » initié par Johanna Rolland, Présidente de Nantes Métropole, Maire de Nantes. De septembre 2016 à mars 2017, pendant 7 mois, les citoyens ont débattu mais aussi expérimenté la transition énergétique au quotidien, c'est ce que l'on a appelé le « débat du faire ». Ensemble, ils ont réinventé leurs modes d'habiter, de consommer, de se déplacer, de produire de l'énergie et tout simplement d'agir. Ce Grand Débat a permis de co-élaborer avec les acteurs, les citoyens et des collectivités une feuille de route pour réussir la transition énergétique de la métropole : 15 grandes ambitions pour 33 engagements.

En quoi la mobilisation citoyenne est-elle une condition de réussite de la transition énergétique ?

Julie Laernoès. 80 % des émissions de gaz à effet de serre sont produits dans les aires urbaines. Il est de notre responsabilité de nous engager. Dans le Plan climat air énergie territorial, Nantes Métropole réaffirme son objectif de réduire de 50 % les émissions de gaz à effet de serre en 2030. Pour atteindre ces objectifs, la mobilisation de tous est nécessaire : habitants, associations, entreprises, collectifs, chambres consulaires, syndicats, organismes publics et privés...

Fabrice Roussel. L'enjeu du Grand Débat « la transition énergétique, c'est nous » était d'emmener le maximum de personnes dans la démarche de transition énergétique. Ouvert à toutes et à tous, il a offert des modalités de participation multiples et très diversifiées, conduisant à une vision partagée de la transition énergétique sur notre territoire. Le Grand Débat a rassemblé 53 000 participants, 11 000 contributeurs et mobilisé 270 organisations différentes. Bien plus qu'une forte implication citoyenne, sa plus belle réussite est d'avoir réuni une diversité des expressions.

Quels sont les apports du dialogue citoyen dans la dynamique citoyenne ?

F.R. Une commission citoyenne indépendante a assuré la restitution des débats et a formulé des recommandations. C'était une expérience inédite, s'inscrivant dans une volonté de transparence et d'indépendance. Le Grand Débat a alimenté et fait évoluer nos politiques publiques.

J.L. Le Grand Débat a donné naissance à une feuille de route partagée entre experts, citoyens et collectivité. Cela demande plus de temps, d'efforts et d'organisation mais l'appropriation par toutes et tous est réelle. La transition énergétique passe nécessairement par une transition démocratique. L'action collective donne naissance à une nouvelle forme de citoyenneté.

F.R. Le rassemblement des acteurs permet la confrontation des avis. Pour nous, élu.es, ces échanges nous permettent de voir où se situe la ligne de confrontation, de voir ce qui fait consensus. Est-ce que cela défend l'intérêt général ? Est-ce que cela fait sens avec l'action que je porte ? Notre objectif est de rassembler le plus grand nombre autour de la transition énergétique.

Les 3 singularités de la transition énergétique “à la nantaise”

- Une transition énergétique au bénéfice de 100 % des habitants, notamment sur le logement et les mobilités.
- Une transition énergétique qui valorise 100 % des ressources renouvelables locales.
- Une transition énergétique 100 % citoyenne et qui augmente le pouvoir d’agir des habitants.

Faire ensemble, la Métropole, les communes, les acteurs et les citoyens expérimentent le chemin de la transition énergétique

Le temps du Grand Débat a été un temps d'expression et de sensibilisation du plus grand nombre sur la transition énergétique mais aussi sur un temps du "faire". Les expérimentations conduites à travers les communautés ont été souvent révélatrices de la capacité d'agir en individuel et en collectif, tant pour des citoyens de tous horizons que pour des écoles, des entreprises, des associations, etc. Il s'agit de poursuivre ces dynamiques citoyennes et partenariales dans la durée, des modes de faire que Nantes Métropole peut faciliter et fédérer. Pour réussir le défi de la transition énergétique, l'action publique est nécessaire mais elle ne suffit pas. La mobilisation des habitants et des acteurs économiques est un enjeu central. Elle permet de déplacer le curseur du champ des possibles et d'affirmer de plus grandes ambitions. Cette singularité est celle sur laquelle repose la dynamique d'accélération et d'amplification de la transition énergétique, au-delà des actions qui pourront être menées par la collectivité. Nantes Métropole doit porter le rôle d'accélérateur et de facilitateur du pouvoir d'agir des acteurs pour réaliser cette transition énergétique. C'est bien sûr dans la façon d'agir ensemble que Nantes Métropole a le plus innové. C'est ce qui est à l'origine de la rapide et profonde transformation du territoire. C'est devenu un marqueur culturel, une certaine façon de vivre qui tend à devenir consubstantielle à la gouvernance du territoire. L'ambition de Nantes Métropole est de devenir le territoire le plus innovant en termes de pouvoir d'agir des citoyens et des habitants en faveur de la transition énergétique. Ici, dans les communes de la métropole nantaise, on libère les énergies. Les 24 communes deviennent le territoire d'expérimentation des habitants pour une transition enthousiaste, où la transition énergétique est possible. Nantes doit être cette métropole laboratoire des transitions, qui augmente le pouvoir d'agir des habitants et des acteurs pour répondre aux enjeux de la transition énergétique. La transition n'est possible que si les citoyens s'associent pour échanger les idées, les pratiques et les initiatives porteuses de changement. Il s'agit de permettre à chacun de s'approprier, de se positionner et d'entamer concrètement des changements de pratique.

Extrait de la feuille de route, février 2018

J.L. Il faut changer la norme et favoriser les changements de pratiques. Pour cela, les citoyens ont besoin de se reconnaître, s'identifier et avancer ensemble.

Le défi climatique nécessite des changements de comportements qui peuvent faire peur.

J.L. Seule, on peut se sentir démunie ou angoissée face au défi du changement climatique. Ne mettons pas la tête dans le sable. Des solutions existent, alors testons-les ! L'expérimentation est un outil de la transformation. C'est important de montrer que la transition énergétique, c'est faisable, optimiste et joyeux !

F.R. En expérimentant, nous voyons les choses avancer. Dans le précédent Plan climat de la métropole, les Défis famille (énergie positive, déchets...) ont permis de suivre l'évolution des comportements des participants. Ils ont donné à voir des résultats – comme la baisse de 10 % de leur facture d'énergie – encourageant à poursuivre les efforts.

Comment changer d'échelle sur les questions de transition énergétique ?

F.R. L'échelle du quotidien permet les transformations tout en interrogeant sur l'avenir de la planète. L'échelon métropolitain est le plus proche du quotidien des citoyens, des acteurs économiques et du monde associatif. La métropole a initié le débat dans les 24 communes avec ses compétences : mobilité, urbanisme, énergie... Elle les a aidées à se positionner comme des territoires d'expérimentation et d'accélération de la transition du quotidien : micro-gisements de production d'énergies renouvelables comme les ombrières photovoltaïques sur le parking du Zénith à Saint-Herblain, réduction de l'éclairage public, alimentation locale et bio des restaurations collectives, projets urbains innovants comme Pirmilles-Isles à Rezé en économie circulaire, développement des fermes urbaines...

J.L. Le changement d'échelle implique un changement de posture des citoyens et de la collectivité. Ce n'est pas la collectivité qui dicte

aux citoyens ce qu'ils doivent faire. Il s'agit d'une responsabilité collective. Lors du Grand Débat, la collectivité a fait le choix de sortir des échanges, de laisser les citoyens parler et agir entre eux. Le croisement des regards et des expériences a été riche et productif.

Comment poursuivre et multiplier les défis du Grand Débat ?

F.R. Le Grand Débat a été un lieu d'échanges, de rencontres, de diffusion des pratiques et des expériences. Pour continuer à diffuser la transition énergétique le plus largement possible, notre engagement est de créer 100 « labs citoyens » pour mettre en réseau des lieux de la métropole dédiés à la transition énergétique.

J.L. En tant qu'animatrice de la feuille de route partagée, la collectivité met en lien des acteurs et crée des passerelles entre les projets. Elle engage des actions de manière transversale, créant un effet en cascade. Dans le financement participatif, la collectivité se fait le relais des campagnes de financements, apportant de la visibilité aux projets citoyens.

Quelle gouvernance est déployée pour accompagner la transition énergétique ?

F.R. La mise en place d'une Conférence Ouverte sur la Transition Énergétique (COTE) est une manière de voir plus loin ensemble. Cette instance de gouvernance partagée et stratégique assurera les missions de suivi des avancées du territoire en matière de transition énergétique. La collectivité doit accompagner l'émergence et le développement de projets. Afin d'agir au plus près des talents, un Labo Unique de la Transition Énergétique (LUTE) va s'ouvrir. Les innovateurs pourront venir parler de leur projet et obtenir du soutien.

J.L. Le Grand Débat a révélé les singularités d'une transition « à la nantaise ». Une transition énergétique au bénéfice de tous, qui valorise les ressources renouvelables locales et citoyennes. Toutes ces actions visent à accélérer la transition énergétique sur notre territoire.

méthode

Penser le futur dans la perspective de l'intérêt général ne peut plus constituer un exercice solitaire ou expert.

Le Grand Débat citoyen « la transition énergétique, c'est nous » a favorisé les capacités d'agir des citoyens et des acteurs de la métropole nantaise. Le récit des étapes et les modalités de ce Grand Débat propose de rendre compte du parti pris adopté par la métropole nantaise et ses élus.

La prospective ouverte et délibérative

Retour sur le Grand Débat citoyen « la transition énergétique, c'est nous »

Francine FENET, Sandra RATAUD, co-directrices du Pôle Dialogue citoyen, évaluation et prospective
Article paru Revue Horizons publics N°2 - mars - avril 2018

Comme le soulignait Nicolas Rio², à l'occasion des Rencontres des métropoles participatives en novembre 2017 à Grenoble, ces territoires réinventent d'une certaine façon l'exercice de la prospective. Dans un contexte de transition avec des défis - démocratiques, écologiques, démographiques, numériques, ... , les métropoles tentent d'expérimenter de nouveaux modèles de développement.

Pour ce faire, penser le futur dans la perspective de l'intérêt général ne peut plus constituer un exercice solitaire ou expert. Le parti pris adopté par la métropole nantaise et ses élus est de proposer à travers la démarche des Grands Débats citoyens, un exercice de prospective ouverte et délibérative. Ouverte, car elle repose sur l'association de toutes les parties prenantes dont les citoyens et le choix de méthodes permettant de recueillir les points de vues experts, d'usages, sensibles, ... Délibérative, car elle a vocation à soutenir une décision publique enrichie du débat démocratique et issue de l'instruction de différents points de vue.³

Dans cette perspective, un Grand Débat citoyen intitulé « La Transition Énergétique, c'est nous ! » qui s'est inscrit dans la continuité de la démarche « Ma ville demain, inventons la métropole nantaise de 2030 » et d'un premier grand débat « Nantes, la Loire et Nous »⁴, a eu lieu du 13 septembre 2016 au 31 mars 2017. Il a abouti à l'élaboration d'une feuille de route adoptée à l'unanimité par le Conseil métropolitain du 16 février 2018. Le récit des étapes et des modalités de ce Grand Débat propose de rendre compte d'une expérimentation inédite à cette échelle pour penser collectivement l'avenir d'un territoire.⁵

Pourquoi débattre de la transition énergétique ?

Les métropoles sont de grandes consommatrices d'énergie ; elles consomment, à elles seules 80 % de l'énergie mondiale. En France, plus de 80 % de la population habite en ville et les grandes aires urbaines concentrent aujourd'hui plus de 2/3 de transports automobiles. S'interroger aujourd'hui sur la transition énergétique, c'est répondre aux grands défis énergétiques et climatiques mondiaux, repenser la facture énergétique de la France, s'intéresser au coût de l'énergie mais aussi à son prix, analyser sa production, son stockage et sa distribution pour amorcer un changement de modèle, qui passera inévitablement par les territoires. Aujourd'hui les métropoles et leurs citoyens ont les moyens d'agir et d'accélérer cette transition énergétique. Quelle(s) énergie(s) demain ? Pour quoi faire ? Pour qui ? Avec quelles opportunités ? Autant de questions à débattre avec l'ensemble des parties prenantes du territoire.

Malgré des engagements forts de Nantes Métropole et ses 24 communes pour la transition énergétique, notamment au travers de son Plan Climat ou encore de sa politique énergie, la construction d'un nouveau modèle de métropole sobre et durable invite à de nouveaux arbitrages et à instruire de manière plus approfondie les différents scénarios de réponses aux enjeux du territoire.

² Blog Nicolas Rio, <http://partieprenante.com/metropoles-et-participation-suite-quels-apports-de-la-prospective/>

³ Loïc Blondiaux, « Prendre au sérieux l'idéal délibératif », Revue suisse de science politique, 2004

⁴ www.nantesloireetnous.fr/

⁵ www.nantestransitionenergetique.fr

à l'échelle de la métropole nantaise

Un débat contextualisé autour de quatre thèmes

La transition énergétique est à contextualiser en fonction des caractéristiques d'un territoire : son climat, sa géographie, les modes de vie, les dépenses et ses ressources énergétiques, ... on ne fait pas la transition énergétique de la même manière dans toutes les agglomérations de France. Pour en faciliter la compréhension et répondre à l'ensemble des enjeux qui lui sont liés, quatre grands questionnements ont été soumis au regard des citoyens et des acteurs :

Question 1 : Quelles transitions des modes de vie ?

Mots clés : Maîtrise de l'énergie, consommation, sobriété, éducation

Question 2 : Territoire en transitions : quels paysages et nouveaux usages ?

Mots clés : Sources et production de l'énergie, anticipation des fonctions urbaines

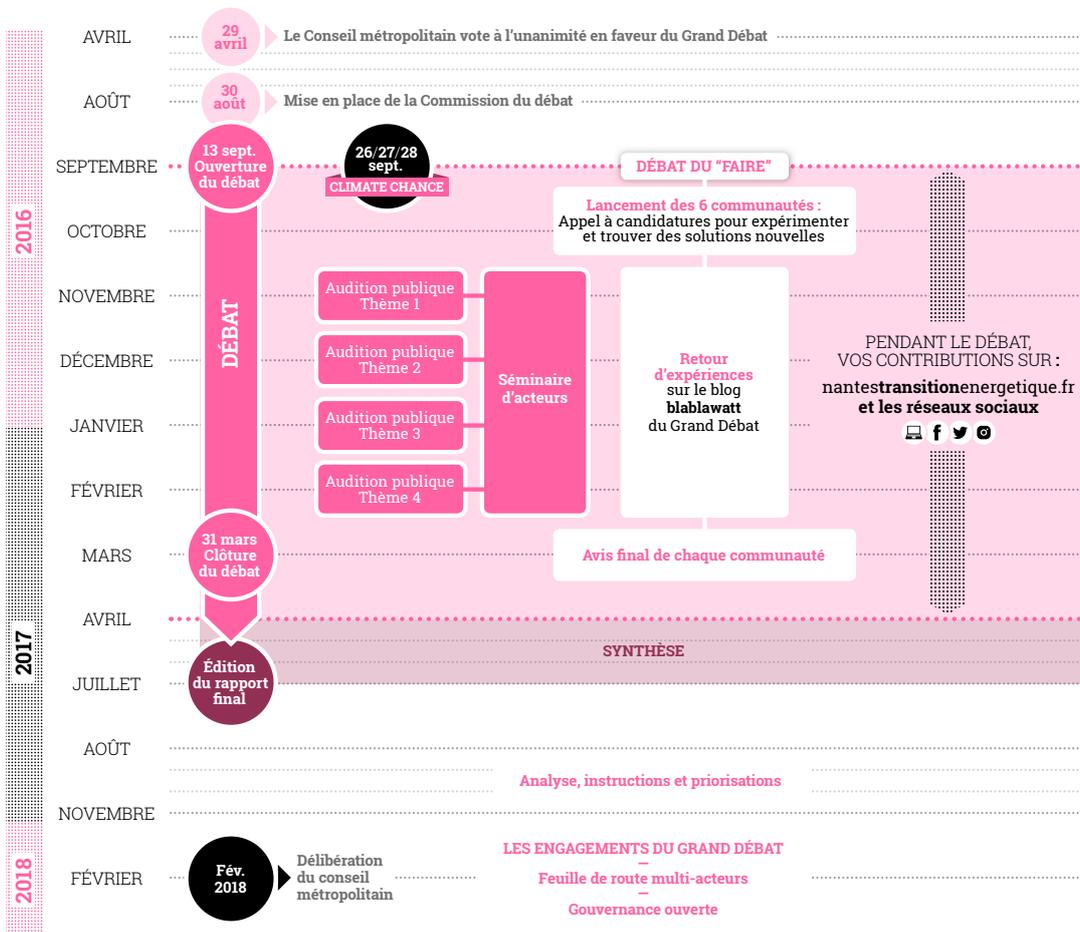
Question 3 : Quelle appropriation citoyenne et locale de l'énergie : de la production à la consommation ?

Mots clés : Coût de l'énergie : du financement de la production à l'accessibilité pour tous

Question 4 : Transition et économie : quelles opportunités d'innovation, emploi et insertion ?

Mots clés : Filières économiques (dont agriculture), innovation-recherche, formation et emploi

7 MOIS DE DÉBAT



Ces questionnements sont le fruit d'une réflexion politique, issus d'un atelier prospectif (trois séminaires) qui a rassemblé en amont du débat une trentaine d'élus de la métropole. La mise à l'agenda de «l'énergie» comme sujet de débat est en soi une première étape de réappropriation démocratique du sujet, ouvrant la perspective que l'échelle des métropoles est certes celle des questionnements mais aussi celles des solutions. En soi, l'offre des Grands débats métropolitains est un acte politique qui autorise la réappropriation démocratique des enjeux d'avenir et affirme en même temps la capacité collective à penser, agir et décider localement. C'est donc un exercice de confiance a priori.

Un débat du « faire » pour soutenir la capacité d'agir de tous

Forte des enseignements du premier Grand Débat sur la Loire, cette deuxième édition a été pensée et construite pour favoriser une connaissance partagée de la transition énergétique par les citoyens, de soutenir la capacité d'agir des plus éloignés et du plus grand nombre, de fonder les synergies entre acteurs impliqués et nouveaux participants. Pour cela, en plus des modalités de participation existantes⁶ pour « Nantes, la Loire et nous », deux ambitions ont été exprimées : créer une démarche qui soit plus proche des citoyens, car l'énergie est un sujet qui nous concerne tous, et favoriser les expérimentations en inventant un débat du « faire ». Dans cette optique, la

collectivité a choisi à l'issue, d'un travail avec les élus des communes concertées et avec les acteurs du territoire, d'expérimenter plusieurs modalités d'ingénierie de la participation et de renouveler la relation avec les citoyens au service de ces deux ambitions.

Au total, ce Grand Débat a permis d'offrir des expériences multiples et innovantes de participation : 10 auditions publiques, des séminaires d'acteurs, la possibilité pour tout collectif (associations, entreprises, institutions, syndicats...) de rédiger un cahier d'acteurs - 160 cahiers reçus - ou pour tout individu de poster une contribution sur le site internet du Grand Débat - 760 contributions écrites individuelles, la labellisation de 80 événements, un container qui a pu faire 18 escales dans les quartiers ou les communes, enfin la participation ouverte à tout citoyen de s'investir dans une des 6 communautés du débat du « faire ».

Le débat du « faire » proposait de laisser une large place aux expérimentations et aux actions concrètes des acteurs et des territoires. Il s'est traduit par 6 communautés qui ont rassemblé plus de 500 citoyens :

- les Activateurs : 10 porteurs de projets qui se sont formés aux campagnes de financement participatif ont rassemblé 150 000 €,
- les Évaluateurs : une évaluation citoyenne par 50 habitants de 12 projets publics et communaux de transition énergétique,
- les Arpenteurs : 160 participants à 3 expéditions urbaines pour découvrir où se cache l'énergie dans la métropole,

⁶ Document socle, site internet, auditions d'acteurs, cahiers d'acteurs, journée citoyenne, comité citoyen.

Le dialogue citoyen nantais : créer les conditions de la délibération

En prenant plusieurs définitions, on peut établir que la participation, c'est le fait d'avoir accès à des instances formelles de décision ou de réflexion permettant de s'exprimer au sein d'une organisation. À Nantes, le « Dialogue Citoyen¹ » a vocation à enrichir la décision des élus pour plus de pertinence et d'efficacité, et d'orienter les services à la population au plus près de ses besoins, pour une meilleure qualité de vie. Pour favoriser l'expression des citoyens dans un processus de décision publique, l'enjeu principal de l'ingénierie de la concertation est de créer et de favoriser la montée en compétence des individus. L'ingénieur dispose d'une palette d'outils méthodologiques pour répondre à cet enjeu. En complément de la méthode, il est aussi question de la posture de l'ingénierie dans le processus d'accompagnement des citoyens : la neutralité des accompagnants est exigée pour soutenir la montée en compétence. C'est-à-dire que tous les points de vue, tous les enjeux doivent être abordés de manière égale et soumis au débat pour permettre aux individus accompagnés de construire un avis issu des discussions collectives. On parle alors de processus délibératif.

¹ Rapport du Dialogue Citoyen, janvier 2015

- les Précurseurs : 150 «familles à énergie positive», 80 familles sur «Zéro déchets», 13 écoles en défi éco-mobilité, 10 écoles en class'énergie, 15 PME-PMI dans le parcours à énergie positive,
- les Défricheurs : 50 participants lancés dans des défis personnels et collectifs pour vivre la transition (alimentation, déchets, énergie dans l'habitat, déplacements, ...),
- les Astucieux : 50 personnes en vulnérabilité énergétique qui rédigent un guide de retour d'expériences «Maîtrisez votre énergie».

Le débat « la transition énergétique, c'est nous » a donc duré 7 mois, soit 200 jours et a pu proposer une diversification des offres de participation. Il a été suivi par 53 000 personnes, avec une implication particulière de 11 000 d'entre elles. Ces chiffres témoignent de la dynamique démocratique du débat, d'une diversité de participants mais aussi d'une montée en compétence et en actions du territoire. Le sujet du débat, jugé complexe, ou trop militant a poussé à mettre en place des modalités d'expressions comme des retours d'expériences ou comme des expérimentations grandeur nature. Cette stratégie, pour permettre au plus grand nombre de participer selon sa préférence : s'exprimer et d'agir. Les Grands débats ont ouvert une prospective démocratique qui porte attention autant à l'expression, l'expertise et l'action comme éléments utiles et complémentaires de projection dans l'avenir.

Une commission citoyenne et indépendante, garante du débat

Le bon fonctionnement démocratique du débat a été confié à une commission citoyenne et indépendante. Constituée de 4 citoyens bénévoles, cette commission avait pour mission de garantir le bon déroulement du débat, d'en assurer la transparence et la neutralité, de favoriser la diversité des contributions, de rendre compte des avancées du débat et de conclure par l'écriture d'un rapport final en réponses aux questions posées au lancement du débat. Ce rapport a été remis aux élus de la Métropole en septembre 2017. Synthèse de l'ensemble des contributions, le rapport repose sur une lecture exhaustive de toutes les contributions qui ont été produites au cours des 7 mois du débat. Le rapport de la commission propose 12 accélérations déclinées en 60 actions concrètes. Une présentation publique du rapport a été organisée en invitant l'ensemble des contributeurs (200 présents).

Une feuille de route partagée à l'issue du Grand Débat

À partir d'octobre, Nantes Métropole a organisé une phase d'instruction des préconisations de la commission en mobilisant à la fois les directions métropolitaines, les communes et les acteurs. Ces derniers ont été invités à un temps fort de co-construction de la future feuille de route transition énergétique du territoire le 7 décembre avec 350 participants.

La feuille de route a été adoptée à l'unanimité par le Conseil métropolitain le 16 février 2018. La feuille de route s'appuie ainsi sur trois singularités du territoire et issues du débat pour incarner une "transition énergétique à la nantaise", faire en sorte qu'elle soit profitable à tous, qu'elle mobilise tous les acteurs du territoire pour inventer de nouveaux modèles et penser l'avenir en rupture :

- Une transition au bénéfice de 100 % des habitants sur 2 leviers principaux : le logement et la mobilité,
- Vers un territoire 100 % ressources : énergies renouvelables locales, nature en ville, agriculture et alimentation, déchets,
- Faire ensemble, la Métropole, les communes, les acteurs et les citoyens expérimentent le chemin de la transition énergétique.

La feuille de route propose 15 engagements déclinés en 33 actions concrètes portées à la fois par Nantes Métropole, les 24 communes, les acteurs et le citoyen, une dynamique partenariale forte appelant à installer une gouvernance ouverte et inédite en 2018.⁷

La prospective comme exercice démocratique

Les grands débats expérimentés par la métropole nantaise apportent une première réponse au désir de démocratie directe de ces territoires et institutions que sont les métropoles. Débattre ensemble, ville centre, quartiers, communes est une façon de faire grandir le sentiment et la pratique de citoyenneté des métropolitains. L'approche prospective des grands débats permet aussi de dépasser les sollicitations à l'adresse seulement de l'usager, et du contribuable qu'est l'habitant métropolitain. Penser un avenir commun, en prenant connaissance de la diversité des territoires et des situations de chacun, en montant en compétence sur les enjeux d'avenir⁸, en pouvant participer/agir à sa façon ... peut s'entendre comme fondement des métropoles demain participatives et citoyennes.

⁷ Pour accéder à l'ensemble de la feuille de route - <https://www.nantes.fr/transitionenergetique>

⁸ Un troisième Grand Débat en 2019 portera sur la transition démographique/vieillessement

Une commission indépendante : témoignages

“ La Commission du Grand Débat est composée de quatre membres issus de la société civile, professionnellement actifs et ne disposant d’aucun mandat électif. Les groupes politiques du Conseil communautaire de la Métropole ont chacun proposé un membre à la Présidente du Conseil métropolitain pour assurer une commission pluraliste et paritaire.”

“ Les membres de la Commission se sont engagés bénévolement par la signature de la charte du Grand Débat à garantir les principes de pluralité, de neutralité, de libre expression dans le respect des opinions de chacun, de transparence et de traçabilité des contributions au débat. Sur ces bases, la Commission a pu agir en toute indépendance et n’a subi ni pression, ni influence de la part des groupes politiques, de la Métropole ou des communes.”

“ Avec des parcours professionnels très différents, des contraintes professionnelles parfois fortes et des sensibilités différentes, les membres de la Commission ont pu se mobiliser ensemble sur le Grand Débat, échanger de manière constructive, progresser à quatre et créer un véritable rapport de confiance. En cela, la Commission a bénéficié de l’appui constant et attentif d’une équipe-projet en support au sein du service Dialogue citoyen et avec le service Développement durable de Nantes Métropole, permettant là aussi un travail en toute confiance.”

“ Le choix de quatre citoyens en activité aura permis sans doute de disposer d’une Commission en prise réelle et directe avec la société civile. Toutefois, la charge de travail générée par la tenue du Débat, dans ses diverses formes [...] a pu à certains moments mettre en tension les membres de la Commission. L’ampleur de la tâche avec un statut de bénévole pose question. Instaurer une rémunération n’est pas la solution, mais une indemnité venant compenser la forte disponibilité pourrait être envisagée, ou un système de mise à disposition partielle. À défaut, certains professionnels auront des difficultés à s’engager dans une telle démarche.”

“ Aujourd’hui, en tant que citoyens, nous aimerions retenir que cette grande aventure humaine a contribué à faire vivre la démocratie participative. Ce travail ardu et dense pour la Commission est resté ponctué de nombreux moments de convivialité et riche d’échanges humains.”



La Commission indépendante composée de quatre citoyens

Composition – de gauche à droite :

Caroline Houalet - 53 ans
cadre dans les ressources humaines
habite Sautron

Eric Couvez - 51 ans
chargé d'études Energie
habite à Saint-Herblain

Adèle Serra - 56 ans
aide médico-psychologique
habite à Nantes

Samuel Jan - 34 ans
graphiste et webdesigner
habite à Nantes

13 chiffres à retenir



analyse

Comment le débat du « faire » crée-t-il les conditions de la capacitation ?

Zoom à travers le retour d'expériences des cinq communautés apprenantes initiées dans le deuxième Grand Débat métropolitain « la transition énergétique, c'est nous ».

Quels enseignements ? Quelles conditions de réussite et de reproductibilité ?



LES ACTIVATEURS

Activer des projets par l'expérience du financement participatif

Maxime SOURDIN, coordinateur des communautés, Direction Énergies, Environnement et Risques, retour sur trois démarches : "Activateurs", "Défricheurs" et "Arpenteurs".

Afin de réussir la transition énergétique, une nouvelle ingénierie de projet est en train de se mettre en place, notamment au travers du financement participatif. Pour renouveler les pratiques de la collectivité et permettre à des porteurs de projet du territoire de monter en compétence sur ces nouveaux montages financiers, participatifs et citoyens, il était proposé dans le cadre du Grand Débat de les accompagner dans la création et la réalisation de leur campagne de financement participatif (*crowdfunding*).

Suite à un appel à candidature qui a reçu une vingtaine de candidatures de porteurs de projets dédiés à la transition énergétique, la Commission du débat en a retenu dix sur des critères techniques et de faisabilité. Le groupe de porteurs de projet a été accompagné, suivi et conseillé via un prestataire spécialisé (WE DO GOOD) pour concevoir et lancer leurs campagnes de financement participatif. En plus de cette formation, Nantes Métropole a aussi contribué financièrement aux 10 campagnes de financement participatif.

« Il me semble pertinent que les collectivités s'emparent de la question du financement participatif, même si c'est à double tranchant. Cela est positif dans la mesure où leur soutien peut valoriser des initiatives citoyennes naissantes qui essaient d'avoir un tremplin. Mais cela peut être perçu par les habitants comme un signe de désengagement progressif des collectivités dans le financement de projets utiles à la société et porteurs de sens. »

Un participant

« Je dirais que cette expérimentation change le rapport des citoyens à la collectivité, ils peuvent se sentir davantage soutenus dans leur processus d'innovation. Et la mise en relation des 10 porteurs de projets des activateurs au sein de cette expérimentation est quoiqu'il en soit une émulation positive »

Un participant

A Nantes Métropole, l'enjeu était d'explorer de nouvelles ingénieries financières d'amorçage de projet, là où d'autres collectivités préfèrent donner un coup de pouce financier à des campagnes de *crowdfunding*. En effet, le financement participatif apporte davantage de transparence sur la construction d'un projet puisque les plate-formes de *crowdfunding* réclament une explication détaillée du projet et de son budget pour justifier la demande de fonds. Par ailleurs, ce

mode de financement invite les porteurs de projet à convaincre un maximum de potentiels donateurs, ce qui les pousse à perfectionner l'argumentaire de leur idée. Finalement, le projet s'en retrouve renforcé car il a été expliqué à un grand nombre de personnes, qui ont participé à son co-financement.

Les particularités de ce mode de financement peuvent être des opportunités pour les collectivités :

- Le financement participatif peut être une solution partielle pour soutenir des projets locaux en faveur de la transition énergétique,
- Le soutien de la collectivité à ces projets qui sollicitent du financement participatif accroît la transparence de l'utilisation des fonds publics
- Ce mode de financement permet le « faire ensemble » entre citoyens et acteurs.

Au terme de l'expérimentation menée pendant le Grand Débat, les 10 projets accompagnés ont tous réussi leurs campagnes et ont récolté un total de 145 000€ auprès de 2400 donateurs. Au total, dans ce dispositif, Nantes Métropole a dépensé :

10 900€ de subventions en soutien aux 9 projets associatifs, que les porteurs de projet ont transféré eux-mêmes sur les plate-formes numériques de financement participatif

18 000€ pour rémunérer le prestataire en charge de

l'accompagnement des porteurs de projets suite à une procédure de marché public

Pour la collectivité, ces résultats sont importants, car une campagne réussie représente plus qu'une réussite ponctuelle. Une campagne de financement participatif est un véritable défi pour lequel il faut développer des compétences, ainsi qu'un réseau. Ce retour d'expérience pourra être exploité par les porteurs de projet tout au long de la vie de leur projet, le retour sur investissement pour le territoire se fait donc sentir dans la durée.

CONDITIONS DE RÉUSSITE ET DE REPRODUCTIBILITÉ

En terme de participation citoyenne et de contribution financière de Nantes Métropole, le bilan est positif, d'autant que le rôle de relais de communication de la Collectivité par le biais de différents canaux (sites internet du débat, de la ville et la métropole, réseaux sociaux, événements) a été limité compte tenu des délais très courts imposés par le rythme des projets et du Grand Débat. Cette communauté a fait ses preuves et l'exploration de ce mode de financement est poursuivie dans le cadre de la feuille de route transition énergétique du territoire.

Le fait de limiter le nombre de projets accompagnés permettrait à la collectivité de travailler en

profondeur son rôle de « caisse de résonance » au moment de la collecte des fonds pour apporter une aide plus efficace aux porteurs de projets. Pour aller plus loin dans son rôle de soutien financier, l'allongement des délais d'accompagnement des projets est nécessaire. Ainsi, il serait possible pour Nantes Métropole de se préparer suffisamment à l'avance pour apporter son soutien financier au projet directement sur les plate-formes de financement participatif. En développant cette pratique, la collectivité afficherait une ambition plus élevée en matière de transparence de sa contribution financière.

En chiffres

Ces dix porteurs de projet ont participé à six ateliers et à deux rencontres au total sur la durée du débat. À l'issue de leur formation et d'un investissement très important, les dix campagnes de financement participatif ont fonctionné. 145 000 € ont été récoltés grâce aux contributions financières de 2 400 personnes. La collectivité, outre le fait d'avoir constitué la communauté et financé l'ingénierie d'accompagnement, a versé pour chaque campagne 20 % des sommes recherchées par projet, plafonnées à un montant maximum de 2 000 €, pour aider à l'amorçage des campagnes et afficher son soutien.

- Nombre de porteurs de projet : 10
- Nombre de campagne réussies : 100 %
- Nombre de financeurs : 2 400 contributeurs
- Total récolté : 145 000 €
- Total du soutien financier de Nantes Métropole / total récolté : 7,6 % (10 900 €)
don moyen sur l'ensemble des campagnes : 55 €



LES ARPEUTEURS

Arpenter le territoire : les expéditions urbaines de la transition énergétique

Suite aux ateliers prospectifs avec les élus de l'agglomération et les différentes lectures menées par l'équipe-projet pour préparer le Grand Débat, le constat est partagé : l'énergie est un sujet souvent jugé complexe, car très technique. Cela a notamment été rappelé par l'audition introductive du philosophe spécialiste des transitions Pascal Chabot, qui parle de « boîte noire » de l'énergie. A toute époque, la production énergétique a été masquée. L'enjeu des expéditions urbaines était de découvrir comment l'énergie est présente, visible et transforme les paysages.

Au total, ce sont 160 personnes accompagnées par l'ARDEPA (Association Régionale de Diffusion Et de Promotion de l'Architecture) qui ont participé à trois expéditions (trois samedis matin entre décembre et mars, pendant trois heures environ). En groupe, ils ont sillonné la métropole pour découvrir et comprendre les enjeux climatiques et énergétiques à différentes échelles : sur les projets urbains, puis les bâtiments, et enfin sur les matériaux. Selon les parcours proposés, des architectes, urbanistes, paysagistes, experts, maîtres d'ouvrages étaient invités à partager leurs expériences et leurs

des Trois-Moulins et de Bouguenais et découvrir les matériaux bio-sourcés du pôle espace vert.

Les trois visites étaient très différentes pour traiter de sujets variés en apportant des clés aux différentes échelles de la transition énergétique. Lorsque l'on interroge les participants sur l'intérêt de telles explorations et sur ce qu'ils y découvrent, ils s'accordent à dire que ces visites font la lumière autour de « l'épaisseur de toutes les actions possibles, notamment au niveau des prises d'initiatives citoyennes. »

Les expéditions urbaines sont un espace de découverte collective. Ces visites de terrain croisent les points de vue de techniciens (urbanistes, architectes, techniciens de la ville) mais aussi d'usagers, d'habitants, ou même d'élus et fondent une véritable dynamique collective de réflexion. Le fait qu'elles soient menées par une association de promotion de l'architecture assure une neutralité politique et permet d'ouvrir un espace de discussion.

« Les expéditions urbaines sont des visites pédagogiques qui ouvrent des horizons et donnent envie d'agir »

Un participant

connaissances avec les citoyen.ne.s présent.e.s.

Ainsi, les participants sont allés au Centre technique et scientifique du bâtiment (CSTB), puis sur l'île de Nantes, puis au quartier des Dervallières, pour découvrir la rénovation énergétique du bâtiment Watteau et du Grand Carcouët, et terminer dans les communes de Rezé pour visiter l'éco-hameau

« Je suis devenu un ambassadeur de la transition énergétique, je l'étais mais maintenant j'ai les arguments »

Un participant

Si la déambulation permet de partager surprises, remarques et informations, elle permet également de délier les langues. Les participants insistent sur le fait que la vocation première des expéditions urbaines n'est pas d'être « un espace de débat ». Toutefois, elles peuvent être un bon moyen de se (in)former en amont « comme une bonne montée en compétence avant de participer ». Ou encore d'informer

son entourage et de « mieux comprendre, d'être plus investi, concerné et de devenir un relais auprès de mes amis et connaissances ». C'est également le mélange des interlocuteurs qui fait la richesse de ces visites grâce au « partage entre citoyens, habitants des quartiers visités et les concepteurs ». Cela permet un « éveil de curiosité de la part des participants même si ceux-ci ne sont pas « du métier ».

CONDITIONS DE RÉUSSITE ET DE REPRODUCTIBILITÉ

Les expéditions urbaines existaient avant le Grand Débat, et elles continueront d'exister après. Sur le champ de la transition énergétique et écologique, il serait possible d'en organiser de nouvelles. Le débat a en effet mis en avant l'enjeu de montrer ce qui est réalisé en matière de transition énergétique et écologique sur le territoire. Trois intervenants des auditions publiques du débat en ont discuté au cours de leurs exposés (P. Chabot, J-F. Caron, et R. Ambroise) en insistant sur la nécessité de montrer les réalisations pour entretenir la mise en mouvement du territoire. Cela contribue au récit local en matière d'urbanisme des transitions, et c'est ce récit qui contribue à l'attachement des habitants à leur environnement ainsi qu'à la mise en action pour la transition énergétique et écologique.

Compte tenu du bon nombre de participants à ces expéditions et de la communauté d'habitants qui

les fréquentent, il serait intéressant de réfléchir à de nouveaux lieux de la métropole qu'il serait intéressant de visiter pour incarner la transition énergétique et écologique. Les expéditions pourraient s'ouvrir à la découverte de projets un peu plus éloignés des réseaux d'architectes et d'urbanistes, davantage portés par des citoyens et qui ont un impact sur l'espace public, l'urbanisme, etc. Le développement de nouvelles places de village dans les quartiers nantais autour des composteurs collectifs en est un exemple.

Dans le cadre de la feuille de route sur la transition énergétique du territoire, il est prévu de développer un parcours vitrine de la transition énergétique qui pourra éventuellement proposer ce type d'expéditions urbaines.

En chiffres

- Nombre de participants : 160
- Nombre de jours d'implication : 3 matinées
- Nombre de sites visités : 6 (Nantes – Rezé – Bouguenais)



La transition énergétique : un sujet à défricher grâce à une communauté apprenante

L'enjeu de développer une communauté était de permettre aux habitants de la métropole de rentrer en transition par des actions concrètes pour faire évoluer son comportement grâce à des dynamiques d'apprentissage en collectif. La collectivité a pris le parti de créer une communauté du « vivre et faire ensemble » pour développer le pouvoir d'agir individuel et collectif. Un parcours était ainsi proposé aux participants rassemblés en équipe :

Tout d'abord, agir sur sa sphère personnelle : chez soi, dans son bureau au travail, etc. Le but était de commencer sur un environnement que l'on maîtrise. Puis, agir avec et auprès de ses proches : avec ses voisins de palier, à l'échelle d'un immeuble, d'une rue, d'une entreprise, etc. Ce sont encore des environnements familiers avec lesquels on peut essayer de passer un cap en s'organisant collectivement.

Enfin, agir avec et auprès d'un acteur du territoire : une association, une entreprise, une institution, etc. Les deux étapes précédentes ont permis aux participants d'apprendre à s'organiser collectivement, et donc de gagner en maturité pour « aller chercher » un acteur clé pour dépasser la seule question du changement de comportement individuel et engager une bascule collective voire sociétale.

Illustration : une participante a souhaité passer à un mode de vie où elle produirait moins de déchets. Elle a commencé par réduire ses déchets en changeant ses modes de consommations personnels. Puis elle a convaincu des proches d'adopter aussi certains gestes. Enfin, elle s'est aperçue que pour aller plus loin dans sa démarche, les commerçants avaient aussi un rôle à jouer dans la réduction des emballages. Cela l'a amenée avec d'autres participantes à proposer à des commerces qui acceptent la vente en vrac d'afficher un auto-collant « J'aime tes bocaux ». Grâce à ce repère, les personnes dans des démarches de réduction des déchets peuvent trouver facilement des boutiques adéquates.

Grâce à un suivi téléphonique régulier, des ressources numériques facilement accessibles et des

outils de suivi et de mise en récit des actions de chacun, les membres de cette communauté ont réussi à développer leur pouvoir d'agir. La collectivité a aussi fait appel à un prestataire Ekogome qui a veillé à instaurer de la bienveillance et de la convivialité sur tous les temps forts d'animation de cette communauté. Cela a notamment permis à chaque participant de commencer là où il était et ainsi de sortir de la culpabilité ou de la dramatisation. Rassemblés en 5 équipes en fin de processus, ils ont développé des projets sur des sujets variés :

- Signaler les commerces qui acceptent les contenants des clients par un autocollant.
- Créer un événement « 24 heures sans ton moteur » pour faire la promotion des mobilités actives (vélo et marche).
- Générer un projet de jardin intergénérationnel entre une maison de retraite et une école primaire.
- Sensibiliser les entreprises du numérique aux consommations énergétiques en développant un outil méthodologique ludique.
- Organiser des balades sur la métropole pour découvrir les lieux où des fruits / légumes comestibles sont disponibles au public, et les cartographier.

Les projets ont atteint des stades différents : certains se sont concrétisés, d'autres se sont arrêtés. Dans tous les cas, chaque équipe a fait la démarche de s'adresser à des acteurs pour tester la faisabilité de son idée et chaque participant est ressorti de cette expérience avec la conviction d'avoir la capacité d'agir.

CONDITIONS DE LA RÉUSSITE ET DE LA REPRODUCTIBILITÉ

L'objectif de cette communauté est de créer un collectif sous certaines conditions pour développer le pouvoir d'agir. Cette démarche est complémentaire avec d'autres dispositifs d'animation sur le territoire. La création et le développement d'initiatives citoyennes et collectives pour interpeller des acteurs du territoire peuvent déclencher des leviers d'actions. C'est aussi un dispositif de participation citoyenne qui permet à la collectivité d'explorer des champs d'action nouveaux sur des sujets spécifiques.

Améliorer la phase de recrutement

Pour la première expérimentation, beaucoup de jeunes nantais ont répondu présents. Ils ont été principalement recrutés par le biais du site internet du débat (volontariat), lors d'événements dans des bars nantais des quartiers du centre ville, dans des institutions proches de Nantes Métropole et dans des start-up nantaises du numérique. Les participants étaient tous convaincus par la transition énergétique / écologique, et la dimension collective proposée leur a plu et les a poussé à passer à l'action. Globalement, la communauté des Défricheurs a attiré une population plutôt jeune (moyenne d'âge 32 ans sur 40 participants actifs).

Ce dispositif repose plutôt sur « l'envie de faire » des personnes et nécessite une implication importante pendant les temps forts et sur son temps personnel. Le volontariat semble approprié pour une partie des participants. C'est aussi un processus qui gagnerait à toucher un public plus diversifié, avec davantage de personnes issues des communes de la métropole.

Pour recruter ces personnes, deux approches sont possibles :

- Le recrutement de terrain en associant plus étroitement les agents des pôles de proximité et des communes (réseau agenda 21, chargé de mission démocratie participative).
- Le tirage au sort par démarchage téléphonique avec un objectif de diversification des profils.

Construire une équipe d'animation avec les agents et les prestataires

Pour renforcer le processus d'animation générale, les équipes internes doivent être davantage associées à la construction de la trame générale et des temps forts. Les agents de la métropole, des pôles de proximité et des communes sont des ressources qui connaissent bien le milieu institutionnel, les politiques publiques et les acteurs du territoire. Leur savoir-faire est nécessaire pour réussir un recrutement de qualité des participants, et leurs connaissances sont primordiales pour la construction d'un projet d'interpellation d'un acteur du territoire.

Le prestataire a porté la convivialité et le design d'espace comme une condition de réussite de cette communauté. Ce parti pris a fait bouger la collectivité sur sa capacité à créer des temps collectifs décontractés, décomplexants et conviviaux pour nourrir le climat de confiance et de bienveillance nécessaire au développement du pouvoir d'agir de chacun.

Continuer d'assurer un suivi régulier des participants dans des délais plus longs

Il est certain que la réussite de cette première expérience repose sur le suivi régulier et de qualité des participants tout au long du processus : appel téléphonique toutes les deux semaines à chaque personne, animation régulière d'un groupe facebook, création d'une base de données numériques avec de nombreuses ressources inspirantes pour se mettre en action et régulièrement mises à jour, etc. Pour que ce suivi améliore son efficacité, l'allongement des délais est un élément essentiel pour permettre aux citoyens d'aller jusqu'au bout de leur démarche.

En chiffres

- Nombre de participants : 40
- Nombre de jours d'implication (géré par le prestataire et la collectivité) : 5 rencontres
- Nombre de défis conduits : 35
- Nombre de projets collectifs conduits : 5



LES ÉVALUATEURS

Quand les citoyens évaluent des projets métropolitains

Catherine VEYRAT-DUREBEX, chargée de mission, Pôle Dialogue citoyen évaluation et prospective

La communauté des évaluateurs a pu expérimenter une démarche d'évaluation participative des politiques publiques dans le but d'améliorer douze projets publics du territoire en lien avec la transition énergétique : « Améliorer des projets publics métropolitains et communaux avec un regard citoyen dans une démarche de coconstruction, c'est la mission des évaluateurs ». Douze agents de Nantes Métropole et des communes ont accepté de soumettre les projets dont ils ont la responsabilité au regard des citoyens. Ces projets touchaient différents aspects de la transition énergétique (éclairage public, précarité énergétique, agriculture urbaine, rénovation énergétique...), à des stades de maturité variée dans leur mise en œuvre et localisés en différents lieux de la métropole. Ce sont les enseignements et les conditions de reproductibilité de cette démarche innovante où ont été embarqués citoyens, porteurs de projets de la métropole et des communes, et équipe projet du Grand Débat dont nous souhaitons témoigner⁹.

La communauté des évaluateurs : une diversité des participants et un intérêt pour la « chose publique »

Une cinquantaine de citoyens et citoyennes de la métropole se sont engagés volontairement et bénévolement dans ce dispositif animé par les cabinets Missions Publiques et Planète Publique mandatés par Nantes Métropole pour accompagner la démarche. Les citoyens se sont inscrits spontanément via le site du Grand Débat, d'autres ont été sollicités par téléphone afin de toucher un public plus éloigné des dispositifs participatifs (15 personnes). Quant aux profils des évaluateurs, il y a eu autant de femmes que d'hommes, provenant aussi bien de Nantes que d'autres communes (35 Nantais.es, 15 citoyen.nes issu.es de 9 autres communes). Une petite dizaine avait moins de 30

ans, une autre plus de 60 ans. Presque un tiers avait entre 31 et 45 ans et un quart entre 46 et 60 ans. Tous avaient un intérêt fort pour le sujet du débat et plus de la moitié d'entre eux se déclaraient "curieux ou intéressés" par l'évaluation. Au fur et à mesure de l'avancement de la démarche, c'est un noyau dur de 34 personnes qui s'est particulièrement impliqué.

Une exigence tout au long du processus évaluatif

Les questions évaluatives témoignent d'une ambition et d'une grande diversité avec un prisme autour de l'efficacité et l'utilité des projets (7 projets sur 12), de leurs effets réels sur la transition énergétique et sur l'environnement au sens large. La pertinence a été un registre également plébiscité

⁹ Rapport réalisé par le Pôle dialogue citoyen, évaluation et prospective sur la base d'un bilan avec les porteurs de projet, d'un questionnaire et retours d'expérience auprès des citoyens évaluateurs au cours de la démarche et d'un bilan produit par Planète Publique et Missions publiques, juillet 2017.

(7 projets), avec une attention portée sur les usagers et leurs besoins. Le registre de l'efficience a été retenu pour trois projets témoignant d'une préoccupation sur les coûts des projets et l'adéquation des moyens alloués. Enfin, certains groupes ont investi des registres plus inhabituels en lien avec la dimension expérimentale ou pionnière des projets : la reproductibilité des projets ou leur capacité à se généraliser, notamment pour les plateformes internet.

Les méthodes choisies pour la collecte étaient, elles aussi, diverses : analyse documentaire, visite de lieux ou tests approfondis de sites, entretiens, benchmark. Deux groupes se sont essayés au client mystère et à la production d'un questionnaire.

"Elle (l'expérience) m'a fait toucher du doigt tous les projets existants et en cours. Ce n'est donc plus une utopie, mais une réalité concrète"

Mur d'expression lors du dernier collectif

À l'issue de la démarche, la communauté des évaluateurs a produit des recommandations tant opérationnelles que stratégiques pour chacun des 12 projets qui ont été remis à la Commission du débat et en présence de la Présidente de Nantes Métropole, Maire de Nantes. Pour les plus opérationnelles : il s'agissait d'augmenter les amplitudes horaires (maison du développement durable Rezé); « mettre en place des indicateurs de performance » (achat énergie renouvelable), « améliorer la justesse du devis » (cadastre solaire)... Les recommandations stratégiques visaient à « fixer un objectif d'achat d'électri-

cité issue de l'énergie renouvelable », « d'améliorer la communication de l'outil pour Cartoquartiers, « veiller à la synergie entre agriculteurs » (fermes urbaines)... Certaines proposaient d'associer les citoyens / usagers : « créer un collège citoyen pour appor-

"Prise de conscience que Nantes Métropole a beaucoup de potentiel. A concrétiser. Traduire au quotidien."

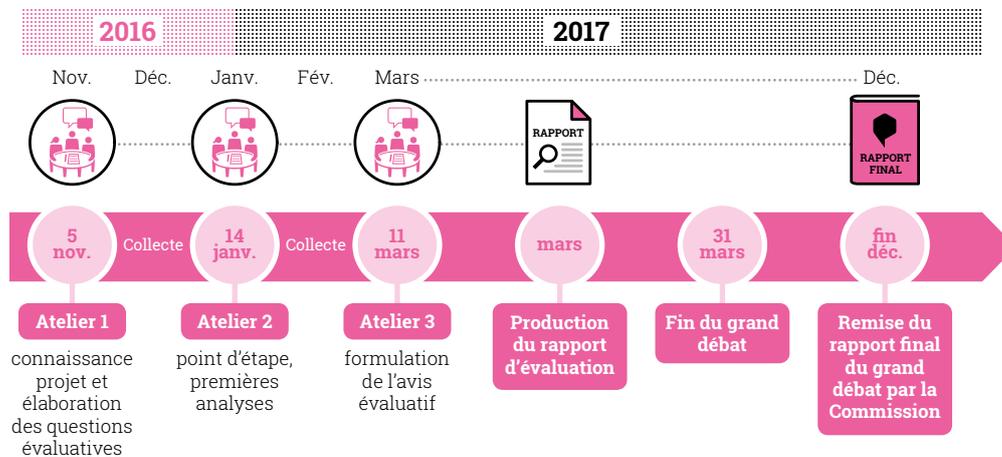
Mur d'expression lors du dernier collectif

ter un regard consommateur /salarié» (plateforme RSE), d'améliorer « le processus de concertation en amont et en aval » (optimisation éclairage public) ou encore « associer les usagers à la co-construction du programme de la maison du développement durable ». Par ailleurs, la volonté de « décroisser » les acteurs et les pratiques et la nécessité d'aborder les problématiques de la transition énergétique (et plus généralement environnementales) de manière transversale et globale ont été relevées comme une constante dans les recommandations. Beaucoup de messages ont été adressés à la Collectivité en ce sens, pour mettre en cohérence les politiques publiques, pour viser à une efficacité environnementale optimale, et pour être exemplaire. Certains proposent des défis novateurs à l'institution, comme par exemple passer au 100% d'achat d'électricité renouvelable ou procéder à des analyses des cycles de vie de ses matériels informatiques. Enfin, l'amélioration de la communication auprès du grand public revient de manière récurrente, notamment pour les projets de plateforme (cartoquartiers, cadastre solaire, mon projet rénovation énergétique).

12 projets

- Informatique durable et responsable
- Achat électricité renouvelable
- Plateforme rénovation énergétique
- Ouverture et datavisualisation de données énergie sur cartoquartiers
- Plateforme responsabilité sociétale des entreprises
- Plateforme solaire
- Maison du développement durable Rezé
- Eco-appartement de Nantes et de Saint-Herblain
- Optimisation de l'éclairage public
- Abri vélo solaire
- Fermes urbaines de Doulon-Gohards
- Navibus hydrogène

ÉTAPES DE LA DÉMARCHE



Trois temps forts collectifs réunissant porteurs de projets et citoyens, ont rythmé la démarche d'évaluation (1 journée, des samedis)

Atelier 1 Lancement de la démarche – novembre 2016

Les citoyens évaluateurs ont été répartis en 8 équipes, certaines évaluant deux projets. Il s'agissait pour eux de prendre connaissance des projets et des porteurs, de se sensibiliser à l'évaluation (objectifs, principes) et d'élaborer les questions évaluatives, leur critérisation, la méthodologie et leur feuille de route pour la mise en œuvre.

Atelier 2 Point d'étape – janvier 2017

Après les premières investigations, les évaluateurs ont partagé les premiers résultats avec les porteurs présents et les ont également présenté entre équipes.

Atelier 3 Synthèse et élaboration des recommandations – mars 2017

Cette dernière séquence a été consacrée à finaliser la construction du jugement évaluatif, à faire la synthèse des recommandations et à les partager en plénière.

Entre ces trois temps forts, deux temps de suivi ont été proposés pour soutenir les citoyens dans l'avancée de leurs travaux, sans compter le temps personnel que chacun a accordé chaque semaine pendant le débat.

En parallèle des travaux citoyens, les porteurs de projets se sont aussi rassemblés plusieurs fois :

- en amont de l'exercice citoyen : pour partager les projets qu'ils portent, leur rôle et les attendus quant à la démarche citoyenne, ainsi que le calendrier et les temps de mobilisation ;
- pendant l'exercice citoyen : au cours des temps forts et des temps de suivi pour faciliter le dialogue avec les participants,
- après l'exercice citoyen : pour tirer le bilan et les enseignements de cette démarche inédite, de partager entre porteurs de projets les recommandations citoyennes, et évoquer leur future prise en compte.

RETOUR D'EXPÉRIENCES : LES ENSEIGNEMENTS À RETENIR

Des conditions à la production évaluative

En lançant cette communauté, il s'agissait pour la collectivité de conforter le parti pris de l'« évaluation participative » en allant plus loin dans le rôle confié aux citoyens : être les acteurs à chaque étape du processus. En ce sens, permettre la capacitation des citoyens autour de l'évaluation souvent jugée « experte », mettre en situation d'expérimenter, proposer des solutions et s'acculturer à « la chose publique » tels en étaient les principaux ressorts. Pour les porteurs de projets engagés, la communauté des évaluateurs constituait pour eux une opportunité de recueillir une expertise citoyenne, de challenger et valoriser leurs projets, non sans craintes (surcharge de travail, disponibilité, « jugement » négatif de leurs actions).

Le Grand Débat a constitué le cadre structurant garantissant la prise en compte des préconisations dans la feuille de route technique et politique ainsi que la visibilité des actions conduites. Il a par ailleurs imposé un rythme propice à la dynamique et une force de frappe efficace pour la démarche.

La mise en œuvre a été rendue possible grâce à la mise en place d'une ingénierie de conduite de projet spécifique et d'une expertise en termes d'évaluation et de soutien à la dynamique collective portées par l'expérience nantaise, avec l'appui de prestataires (Planète publique et Missions publiques). La Commission indépendante du Débat a été également un acteur essentiel dans l'accompagnement de la démarche, incarnant « le Grand Débat » et ses principes, en position d'écoute et d'appropriation des travaux.

Un engagement exigeant pour les citoyens comme pour les porteurs de projets

La diversité des profils des citoyens et leur complémentarité ont été bénéfiques à la dynamique des groupes. L'envie et la fierté se sont manifestées au fur et à mesure de l'avancée et de la présentation des travaux. La constitution de petits groupes a été favorable à l'interconnaissance. Les participants ont eu le sentiment d'un « vécu collectif ». Le choix d'avoir initié et fonctionné en une communauté a été un facteur très fédérateur : Il confère une « solidarité » entre les participants¹⁰.

La communauté des évaluateurs a réalisé une prouesse d'endurance et a montré une volonté de bien faire. Toutefois, l'implication a varié au fil du temps (certains se sont plutôt investis au début, d'autres entre les temps forts sur des actions) et en fonction des profils : actifs/ retraités (davantage disponibles), participants « moteurs » ou « leaders » ou encore des étudiants mettant à profit leur savoir faire en sciences sociales au profit du groupe.

Les porteurs de projets se sont diversement mobilisés au long de la démarche, certains n'ayant pas anticipé l'implication exigée dans leur charge de travail par exemple¹¹. En tout cas, la disponibilité, la coopération et la bienveillance du porteur de projet ont eu des impacts très positifs sur la mobilisation et l'ambiance de travail des groupes.

Concernant la production évaluative, les porteurs de projets et les évaluateurs ont jugé le temps insuffisant au lancement de la démarche (appropriation des projets) et en fin de processus (jugement évaluatif), surtout pour les groupes ayant deux projets à évaluer. Par conséquent, certains citoyens évaluateurs ont pu rencontrer des difficultés à formuler les questions évaluatives quand d'autres sont allés très vite dans leur élaboration, alors que le sujet était partiellement compris. La nature et la maturité des projets proposés étant très différentes, leur « prise en main » de l'évaluation a donc été variable. Une évaluation citoyenne reste peut-être difficilement applicable à des projets trop expérimentaux ou embryonnaires.

Le rôle du porteur du projet a été essentiel à la production évaluative, favorisant l'appropriation des projets, mettant en perspective voire nuanciant l'analyse des citoyens, contribuant ainsi par les échanges au jugement évaluatif. Pour autant, sa posture n'a pas toujours été évidente, notamment lors des recommandations : jusqu'où intervenir ? Comment apporter des éléments d'analyse, voire contredire tout en restant à distance ?

La méthode évaluative proposée a été celle d'une évaluation faite « dans les règles de l'art » (questionnement > critères > analyse par critère > réponses aux questions évaluatives > formulation des recommandations) afin de circonscrire les étapes. Cette approche a eu des limites : certains groupes ont pro-

¹⁰ Bilan « communauté des évaluateurs » Planète Publique et Missions publiques, page 15, juillet 2017

¹¹ A noter un projet a souffert de l'absence du référent porteur de ce projet. Malgré cette difficulté le groupe a réussi à conduire l'évaluation à son terme.

cédé à des raccourcis en élaborant les recommandations sans passer par les critères, ou par la synthèse des réponses aux questions évaluatives.

Enfin, quatre mois ont été consacrés à « construire » un regard évaluatif. Ce délai s'est révélé un peu court, au regard d'une évaluation « classique » (de 6 mois à 1 an), même si les exigences ne sont évidemment pas les mêmes. Les temps d'appropriation et de mise en route ont été chronophages et ont pris le pas sur les temps d'analyse. Cependant, il ne s'agit pas tant du temps que de repenser le séquençage et consolider par un appui certaines étapes.

Un travail reconnu et des préconisations au service des projets et de la feuille de route de la transition énergétique

Chacune des évaluations des 12 projets a abouti à un rapport, même s'il existe une certaine hétérogénéité dans l'argumentation des réponses aux questions évaluatives et recommandations.

Les porteurs de projets ont été impressionnés par la prise en main des sujets, par les évaluateurs, par leur capacité à monter en généralité y compris sur des sujets stratégiques tout comme par leur engagement. Côté évaluateurs, les points marquants de cette expérience restent la découverte des projets, une meilleure connaissance de l'institution, de la transition énergétique et surtout le plaisir d'avoir partagé une expérience avec d'autres.

La qualité et l'utilité des recommandations sont reconnues par les porteurs de projets. Certains d'entre eux ont pu déjà apporter des ajustements au fil de l'eau. Cependant, certains porteurs de projets ont regretté que des recommandations aient été basées sur une vision partielle du projet ou sur des conclusions trop hâtives.

L'ensemble des recommandations ont été instruites par les services de la métropole et des communes. Certaines ont été prises en compte dans la feuille de route de la transition énergétique, d'autres demandaient une réponse spécifique au projet. Afin de répondre au principe de transparence et de rendre compte du Grand Débat, des démarches de dialogue citoyen et d'évaluation des politiques publiques, les réponses argumentées de la métropole et les communes ont été apportées dans le cadre d'un livrable diffusé à la communauté des évaluateurs. Celui-ci est rendu public sur le site de la Métropole.

Les conditions de reproductibilité

- S'assurer de l'opportunité et de la force du portage politique et managérial, c'est ce que le cadre du Grand Débat a pu apporter pour assurer la prise en compte des préconisations et une traçabilité.
- Formaliser une communauté des porteurs de projets, à l'instar de celle des évaluateurs pour fédérer, créer la dynamique collective, la solidarité et leur implication.
- Vérifier l'opportunité et la maturité des projets pour initier leur évaluation et soumettre un seul projet.
- Renforcer et adapter l'accompagnement des citoyens évaluateurs (notamment sur les phases de collecte) en équilibrant, en trouvant un dosage entre liberté d'action des citoyens et respect des contraintes méthodologiques et calendaires adaptées à chaque groupe. Il s'agit de formaliser les temps intermédiaires pour gagner en efficacité et un soutien accru dans le « coaching » au long cours.
- Développer les temps d'échanges entre groupes lors des ateliers permettant de créer une émulation collective qui profite à l'avancement de tous les travaux, permettant également de les alimenter en idées et bonnes pratiques.
- Identifier et formaliser le rôle d'un tiers pour assurer la distanciation et la robustesse des résultats.
- Séquencer le processus en renforçant notamment l'amont (appropriation) et l'aval (élaboration du jugement évaluatif) plus que la durée et introduire une quatrième séance dédiée au temps de restitution, tout en s'appuyant sur un dispositif évaluatif souple et pragmatique.



LES ASTUCIEUX

Comprendre la dynamique de l'engagement dans la résolution de difficultés énergétiques

Elvire BORNAND, docteure en sociologie, spécialiste des questions de vulnérabilité (âge, conditions socio-économiques), conduit de la recherche-action sur les politiques publiques en privilégiant les approches participatives. Elle est présidente de l'association Plan 9, membre de la consultation d'éthique clinique du CHU de Nantes et chercheure associée au Centre Nantais de Sociologie, enseigne au CNAM et à l'École de Design. Elle a animé la communauté des « Astucieux » et elle nous fait son retour.

À l'été 2016, j'ai entamé une recherche-action sur les difficultés énergétiques dans le cadre du Grand Débat métropolitain sur la Transition énergétique. J'en propose ici un retour d'expérience. Cette recherche-action a été conduite au sein de la chaire Comportements et vulnérabilité financière¹² d'Audencia. Notre objectif était double :

- créer une dynamique collective dédramatisant la question de la précarité énergétique.
- favoriser la recherche concrète, par les personnes concernées, de solutions permettant de résoudre les difficultés énergétiques.

J'avais pour ambition, à travers cette recherche-action, de changer le regard sur la précarité énergétique et de tester, avec les personnes concernées par ses difficultés, d'autres manières de faire, non-culpabilisantes et stigmatisantes. Mon approche, tout au long du projet, s'est appuyée sur les forces des participants.

J'ai conduit cette recherche-action de juillet 2016 (phase de pré-recrutement - rencontre avec des partenaires associatifs) jusqu'à mai 2017 (phase de clôture - accompagnement des participants à la prise de parole en public dans des réunions bilan). Le cœur de la recherche a eu lieu pendant la phase publique du Grand Débat au travers de l'animation d'une des six communautés proposées par la collectivité : les « Astucieux ». Le choix de ce nom fait référence à l'objectif de la communauté : favoriser collectivement le déclin permettant d'identifier les solutions les plus favorables à la sécurisation de chaque situation individuelle.

Un « nudge » à la nantaise : favoriser un changement de comportement respectueux de l'autonomie des participants.

La méthodologie choisie pour la recherche-action a été le « nudge », une incitation douce permettant aux personnes concernées de changer leur regard et leurs comportements. Le « nudge » est le nom donné à un dispositif dont l'objectif est d'amener quelqu'un à entreprendre une action qu'il n'aurait pas faite sans y être incité par le « nudge ». Il s'agit donc de modifier l'ordre – ou architecture – des choix d'un individu pour lui faire préférer une option jugée de l'extérieur comme plus souhaitable, pour lui-même (par exemple payer sa facture d'énergie) et pour la société dans son ensemble (réduire l'emprunte énergétique par des écogestes). Théoriquement, le « nudge » repose sur une conception paternaliste de la société car « Ces mesures visent à réguler de manière plus ou

¹² Dans le cadre d'une convention de partenariat entre Audencia et Nantes Métropole.

moins intrusive et coercitive les choix individuels, dans le but avoué de faire en sorte que les individus agissent dans leur propre intérêt. » (Hedoin, 2012, en ligne).

L'originalité de la recherche-action réside dans le questionnement scientifique du point de bascule entre paternalisme et *empowerment*. Les personnes vulnérables ont-elles besoin qu'on leur fasse prendre les bonnes décisions sans qu'elles en soient conscientes voire même qu'elles le veuillent ? C'est par exemple ce qui se passe lorsque le versement d'une aide financière publique est conditionné à une action particulière, l'apurement progressif de la dette d'énergie. Mais quelle peut être la stabilité du nouveau comportement s'il ne correspond pas à une acceptation consciente des objectifs visés ? La recherche-action a pris à revers la conception paternaliste du « *nudge* » en partant des personnes concernées et de leurs besoins pour les aider à aller vers les solutions qui correspondent le mieux à leur situation et leurs aspirations, telles qu'elles-mêmes les définissent et les jugent souhaitables pour elles-mêmes et pour les autres.

L'animation de la communauté des « Astucieux » permet d'interroger les comportements d'accès à l'énergie des personnes vulnérables dans une dynamique inductive ascendante : partir des aspirations du collectif pour observer comment les problèmes sont perçus, quelles sont les solutions identifiées pour y répondre et comment ces dernières sont mobilisées, changeant ainsi les comportements.

Les participants à la communauté des « Astucieux » ont ainsi tous été recrutés sur la base des caractéristiques suivantes :

- avoir vécu/vivre une situation difficile en raison de l'énergie.
- vouloir changer cette situation.
- être prêt à en échanger avec des personnes vivant la même situation.
- être prêt à construire collectivement et tester individuellement des incitations au changement.

Lors de la mise en place du projet, le poids de la facture d'énergie dans le budget a semblé un point de départ idéal pour les échanges.

- Parler de poids des factures plus que de niveau de revenu permet de s'adresser largement aux personnes vulnérables, sans cibler les plus précaires.
- Partir de la facture, c'est partir de l'énergie tout en laissant le soin aux personnes de caractériser le problème sous l'angle qu'elles souhaitent : comportements, habitat, prix de l'énergie, revenus...
- La facture c'est un mot qui parle à tout le monde, tout client reçoit des factures, c'est beaucoup

moins stigmatisant que de parler de dettes d'énergie ou même de difficultés d'énergie.

- Partir de la facture et de son poids dans le budget permet également de ne pas directement employer la terminologie « précarité énergétique » qui peut sembler elle aussi stigmatisante.

D'ailleurs, l'une des premières décisions de la communauté des « Astucieux » a été de ne plus employer ce terme « précarité énergétique » dans lequel ils ne se reconnaissaient pas.

Orienter sans contraindre : une animation construite pas à pas.

La principale difficulté mais aussi clé de réussite de la méthode, est son adaptabilité. Seuls les objectifs n'ont pas changé. Les modalités et le rythme de travail ont été discutés, remis en cause et modifiés par les participants. Les productions finales ont été décidées et réalisées par eux.

Le recrutement a été particulièrement chronophage. D'une part, contrairement à ce qui s'est fait pour les autres communautés du Grand Débat, Internet n'a pas été pas un moyen de communication adapté pour toucher les personnes concernées. Seulement 2 personnes se sont inscrites par ce biais. D'autre part, il a fallu non seulement privilégier la multiplication des contacts physiques, mais aussi composer avec l'extrême volatilité de la motivation à participer. De prime abord, il est apparu que chacun avait quelque chose à dire sur la facture d'énergie. Nous avons donc recueilli de très nombreuses inscriptions. Mais lorsque ces personnes ont été rappelées pour venir participer à la première réunion, les choses se sont révélées beaucoup plus difficiles. De nombreux obstacles ont été évoqués : repas prévu avec des amis ou la famille, garde d'enfants, problème de mobilité, dispute avec le conjoint concernant le fait de parler de ses factures à autrui, déprime, fatigue... Deux dispositifs avaient été prévus : la possibilité d'une garde d'enfant et celle d'un accompagnement en véhicule motorisé. Aucune des personnes ayant évoqué des difficultés de mobilité n'a accepté le service d'accompagnement avec chauffeur. Seuls deux personnes avec enfants ont accepté l'offre de garde d'enfant et finalement seule l'une d'elle l'a réellement utilisé, l'autre n'est pas venue. Cela montre la difficulté de s'engager concrètement dans un processus de changement, de faire le dernier pas, celui qui conduit à se rendre à une première rencontre avec des inconnus dans un lieu inconnu.

Le déroulement des ateliers. Il avait été prévu 3 à 4 réunions collectives avec deux groupes, l'un en zone urbaine et l'autre en zone rurale. Le format a été rejeté par les participants. 4 groupes ont été mis en place suivant le principe de réunions collectives, un groupe s'est réuni sur le vif, dans des logements concernés par la précarité énergétique. Tous ces groupes ont en commun de s'être constitués sur une dimension de proximité, qu'elle soit géographique ou d'inter-connaissance. Les participants ont cherché à se rencontrer dans un cadre familier (lieu connu, modalités d'échange tenant plus de l'apéro dînatoire que de la réunion post-it). D'autres part, le temps de réflexion n'a pas été dissocié du temps de production. A chaque réunion, les participants étaient en recherche d'un avantage immédiat. Une médiatrice énergie, Florence Grollier, a accompagné bénévolement les groupes dans cette recherche d'une amélioration rapide des situations individuelles. Très vite, les «Astucieux» ont décidé de compiler ces trucs et astuces dans un guide écrit par les personnes concernées pour les personnes concernées. Une de leurs décisions fortes a été de ne réserver que deux pages du guide aux écogestes. Tout comme le terme précarité énergétique, la modalité de communication et d'action la plus utilisée a été d'emblée rejetée par les participants.

Les participants ont rebattu les cartes pour établir une forme de participation qui leur convienne. Ce faisant, ils ont véritablement commencé par s'affirmer. Avant de changer leurs comportements, ils ont changé les règles.

Les productions se sont concrétisées sous la forme de 2 «*nudges*». Aucun ne vise directement les économies d'énergie car l'ensemble des participants a relevé que la question de la dépense budgétaire ne pouvait pas être séparée des conditions structurelles des choix : qualité de l'habitat, accès au marché de l'énergie.

Le premier «*nudge*» consiste à inciter au changement de comportement les personnes se trouvant dans une situation d'urgence, à la recherche de solutions immédiates. Il prend la forme d'un guide écrit et mis en page très simplement. Vers la fin des ateliers, les participants ont évoqué la possibilité d'écrire un guide à destination des professionnels afin de les orienter vers un accompagnement qui ne serait plus centré sur les écogestes.

Le second «*nudge*» vise à inciter les personnes en situation de difficultés structurelles liées au logement à maîtriser leur consommation en échange d'une reconnaissance du problème et d'une recherche de solutions par l'ensemble des parties prenantes (bailleurs, élus, fournis-

seurs d'énergie). Les participants ont souhaité pouvoir tester des instances de gestion de ces logements mêlant objectifs du bailleurs, objectifs politiques locaux de transition énergétique, objectifs des personnes vulnérables concernées. Pour les participants, l'un des objectifs était de montrer qu'il faut dépasser l'idée que les personnes vulnérables prennent de mauvaises décisions, il existe un parc du logement économe.

CONDITIONS DE LA RÉUSSITE :

L'ensemble de la démarche a montré l'importance du groupe de pairs dans la prise de confiance et la résolution de problèmes touchant des personnes vulnérables. Cette prise de confiance est portée par le fait d'accéder à de nouvelles connaissances qui montrent que les difficultés liées à l'énergie ne sont pas une fatalité. Comprendre l'environnement (bâti, marché de l'énergie) dans lequel prennent place les comportements permet de redonner aux personnes concernées la conscience de leur pouvoir d'agir. Quant aux solutions elles-mêmes, elles semblent apparaître comme plus crédibles lorsqu'elles sont données par des pairs, qui en ont fait eux-mêmes l'expérience. Ce projet montre l'importance de créer les conditions d'une communauté d'intérêts et d'une communauté d'expérience pour favoriser l'«*empowerment*» et agir sur les déterminants des décisions individuelles.

Il n'a pas été facile d'adapter le dispositif d'animation au fil de l'eau tout en suivant le rythme du Grand Débat. Si c'était à refaire, j'organiserais plus en amont le recrutement en proposant une pré-séquence de discussion des objectifs et méthodes avec les personnes concernées. En incluant les participants dès le lancement de la recherche-action, j'aurais favorisé une plus grande adhésion tout en allant encore plus loin dans la prise en compte de leur pouvoir d'agir. Je ne changerai pas que le début mais aussi la fin, en prévoyant que la recherche-action se termine après la fin du Grand Débat. L'arrêt du dispositif a été brutal pour les participants qui souhaitaient poursuivre le projet et réunir les acteurs locaux, élus, bailleurs, fournisseurs, sur les enjeux de la maîtrise de l'énergie. Le ton et les mots ont été parfois très durs, le sentiment d'être utilisé par la collectivité, qui ne s'était plus exprimé depuis la phase de recrutement, est réapparu. En un mot, j'ai voulu faire entrer la recherche-action dans le Grand Débat alors que j'aurais dû faire entrer le Grand Débat dans la recherche-action.

expertise partagée

La participation est-elle un levier de la transition énergétique ? Et pourquoi ? Des citoyens partagent leur expériences territoriales dans la construction de la feuille de route 100 % citoyen.

« Tout le monde est organisateur d'un événement dans sa vie »

Dominique BEHAR, est coordinateur salarié du Réseau Eco EVEnement (REEVE), une jeune association créée en 2016. Véritable tête de pont, elle rend visible les possibles en matière d'éco-conception événementielle et propose des outils pour permettre à chacun d'agir. Interview

« Le Réseau Eco EVEnement est né en 2012, à l'initiative de Nantes Métropole qui souhaitait mettre en place un dispositif d'éco-manifestation pour accompagner les organisateurs d'événements locaux. Dès le départ, nous avons constaté que si la métropole avait un rôle de facilitateur, de coordinateur et de financeur, elle ne pouvait pas être l'opérateur unique de la notion d'éco-responsabilité événementielle. En effet, tout le monde joue ce rôle : les organisateurs (acteurs privés et publics, associations), les prestataires et surtout le public lui-même. La sphère événementielle a aussi la caractéristique que tout un chacun est organisateur d'un événement à un moment dans sa vie, un mariage, une fête d'école, un spectacle de fin d'année, une réunion de travail, un séminaire... Chacun a un avis pertinent sur la question et elle n'est surtout pas réservée aux personnes en poste. Un éco-événement est souvent considéré comme un événement qui limite et trie ses déchets. Bien entendu, cela va bien au-delà ! Organiser un éco-événement, c'est porter une réflexion globale sur tous les postes de consommation, l'énergie, l'alimentation et la provenance des produits consommés, les déplacements des publics, etc. Les éco-événements s'intéressent aussi à un environnement plus large et à tous les publics, qu'ils soient directs (public, prestataires) ou indirects (les riverains, les agriculteurs, les générations futures, etc.). Avec la création de l'association REEVE, le Réseau Eco EVEnement est devenu une structure à part entière qui vise à intégrer toutes ces préoccupations. Elle réunit une centaine d'adhérents, pour la plupart des personnes impliquées sur l'organisation d'événements à titre personnel, bénévole ou professionnel. L'association est pilotée par un Conseil d'administration de 12 membres, organisés en 9 collèges représentatifs, et animée par 3 coordinateurs, dont 2 bénévoles.

Les événements sont aussi des déclencheurs de conduite de changement. Un éco-événement est l'occasion d'apporter des clés de compréhension sur les enjeux de la transition énergétique et vise la montée en compétences. Par exemple, à l'issue de leur participation, les bénévoles peuvent obtenir une attestation de mission pour la valoriser dans leur parcours. Cet acte professionnel ou personnel permet aussi d'affirmer sa conscience environnementale et révèle souvent le potentiel créatif et professionnel des personnes. Certains aimeraient faire, mais n'osent pas faire ou ne savent pas comment faire... Notre rôle n'est pas d'être expert pour un événement ou un enjeu mais d'apporter des outils pour massifier la démarche et contribuer à atteindre l'objectif de « 1001 événements » engagés pour le climat et le territoire. L'objectif est de créer une communauté d'évaluateurs d'événements de 200 ou 300 personnes formées. Nous sommes au tout début de l'aventure, REEVE et une jeune structure avec des idéaux, des envies et beaucoup de détermination. Elle doit réfléchir à un modèle économique pérenne pour dépasser le simple symbole.

L'association REEVE a participé activement au Grand Débat sur la Transition Énergétique. Elle a produit un cahier d'acteurs et animé une communauté dans le groupe des activateurs. La feuille de route « Nantes, métropole en transition » contient un engagement dédié aux éco-événements et constitue un cadre structurant pour développer notre action. À titre d'exemple, nous avons rédigé un plaidoyer définissant 14 actions, inspirées des principes de la feuille de route, pour apporter une contribution concrète au projet du nouveau stade de foot de Nantes, et ainsi prendre part concrètement à la transition énergétique du territoire. »

« Permettre aux Ligériens de produire leur énergie »

Éric BUREAU est président de la SAS CoWatt, une société citoyenne d'énergie solaire créée en juillet 2017. Elle vise à réunir des citoyens, des entreprises ou des collectivités qui souhaitent investir dans l'installation de centrales photovoltaïques sur les toits de nos villes et nos campagnes. Interview.

« CoWatt est le fruit de deux années de réflexion, menées par 4 associations ligériennes, sur l'investissement citoyen dans la production d'énergie renouvelable et locale. Dans le cadre des Activateurs du Grand Débat, une campagne de crowdfunding, menée par l'association Alisée, a permis de financer des études juridiques et financières pour créer CoWatt.

Notre action vise l'essai de centrales photovoltaïques citoyennes sur le territoire et répond à l'un des enjeux du scénario negawatt (sobriété, efficacité et production d'énergie renouvelable). En Pays de la Loire, l'enjeu est de taille, puisque seulement 3 % des énergies consommées sont renouvelables et produites localement. Les installations photovoltaïques peuvent être implantées en milieu rural ou urbain avec des délais d'instruction de dossiers assez courts (environ un an). Pour les citoyens, c'est un acte d'engagement accessible et concret. Pour autant, il faut en connaître le mode d'emploi. Nous proposons donc un service d'accompagnement de projets photovoltaïques citoyens pour faciliter leur montage. Nous mutualisons les moyens juridiques et comptables afin de maintenir l'équilibre économique des installations.

Notre principe d'action est simple : CoWatt aide à créer des communautés de citoyens qui recherchent des toitures près de chez eux et où il est possible d'installer des panneaux solaires (petit collectif, maison individuelle, équipement public, entreprise...). La partie mobilisation et accompagnement des communautés est une mission « d'intérêt général » menée par Alisée en Loire-Atlantique. L'association développe la capacité des citoyens à rechercher des toitures et mobilise leur réseau pour financer les installations. L'outil juridique et technique, CoWatt,

permet de passer à l'action, sans que le collectif citoyen ait besoin de créer une nouvelle société. CoWatt mutualise les charges fixes (comptable, compte bancaire, etc.).

Nos experts techniques – une trentaine d'ambassadeurs bénévoles – interviennent à leurs côtés pour identifier des toitures et valider qu'elles répondent à nos critères. Si l'installation se révèle rentable, nous gérons les questions techniques et prenons en charge les démarches. Enfin, chaque citoyen investit à hauteur de ses moyens pour financer les installations sur un ou plusieurs toits. L'assemblée générale annuelle des associés décide de l'affectation des bénéfices générés (rémunération des actionnaires, financement d'actions de sensibilisation ou de nouvelles installations solaires, mise en réserve, etc.).

CoWatt est une SAS, Société par action simplifiée de l'ESS (économie sociale et solidaire). Notre gouvernance est proche du modèle coopératif et repose sur une communauté d'associés répartie en 5 collèges. Aujourd'hui, nous comptons 4 associations et 38 particuliers actionnaires.

Deux centrales photovoltaïques sont en fonctionnement (La Ferrière et La Roche-sur-Yon) et plus de 20 communautés sont déjà constituées. Ce travail est bénévole et, à terme, notre ambition est de créer un poste salarié pour assurer le suivi et animer les projets. La feuille de route « Nantes, métropole en transition » apporte une visibilité à notre action citoyenne car elle porte une ambition forte pour une canopée verte et bleue sur le territoire métropolitain. Elle met aussi en exergue la capacité citoyenne à se prendre en main et à partager son expérience, via un réseau de compétences et d'acteurs. »

« Un supermarché participatif, pour passer des idées à l'action »

Frédéric RATOUIT est développeur coopératif citoyen et membre fondateur de Scopéli, supermarché coopératif et participatif sur la métropole nantaise. À Scopéli, les consommateurs sont aussi actionnaires et contributeurs. Interview.

« Scopéli, c'est une aventure collective pilotée par un groupe de citoyens. Notre projet de supermarché repose sur deux principes fondateurs et indissociables : coopératif et participatif. Ici, les consommateurs sont les propriétaires du magasin. Ils détiennent des parts sociales et participent à la prise de décisions selon le principe coopératif « une personne, une voix ». Les décisions stratégiques sont prises par le groupe de pilotage ou lors des assemblées générales tandis que les décisions quotidiennes sont prises par les membres de l'instance opérationnelle.

L'innovation de Scopéli est dans la participation de tous les membres au fonctionnement quotidien. 1 400 coopérateurs font des vacations à raison de 3h par mois. Mise en rayon, caisse, déchargement, nettoyage des locaux, commandes, management... Ce mode de gestion permet de pratiquer des prix raisonnables sur des produits de qualité, privilégiant les circuits courts et l'agriculture durable, tout en payant un prix juste aux producteurs. Au-delà d'un modèle de gestion alimentaire, Scopéli expérimente une démocratie différente, en réponse à des besoins des citoyens. Ce concept fonctionne déjà sur d'autres territoires. D'ache-teurs, nous devenons acteurs de notre alimentation. La participation ne se limite pas à un droit de vote. La grande force du projet, c'est la capacité à faire. Les membres ont une triple qualité : consommateur, coopérateur et opérateur. Cela requiert de l'autonomie et de la responsabilité de chacun. Cette posture ne s'apprend pas l'école, au travail ni même dans le monde associatif. Il s'agit de quelque chose de nouveau. Dans le faire, il y a des responsabilités et un engagement sur la durée. Passer d'une

organisation hiérarchique à une organisation horizontale n'est pas simple et demande du temps. Le péril est que tout le monde décide de tout. Pour éviter cet écueil, il faut créer de la confiance dans la communauté. Elle nécessite de réguler les intérêts particuliers afin de maintenir l'intérêt commun. Dans un collectif, nous résolvons des enjeux qui dépassent nos vies personnelles. Cela nécessite une gouvernance forte, de la rigueur et de la méthodologie.

Le magasin est ouvert depuis septembre 2017. Scopéli est une SAS, Société par actions simplifiée en cours d'agrément ESUS (entreprise solidaire d'utilité sociale). Le passage de la théorie à l'opérationnel se confronte aux réalités du terrain. Le projet demande des compétences en gestion financière et en planification du bénévolat des membres. Nous sommes sortis d'une logique associative pour entrer dans une logique d'entreprise. Notre supermarché se doit d'être rentable, il s'inscrit dans un environnement contraint (normes sanitaires, d'accueil du public...) et concurrentiel.

Scopéli a bénéficié du soutien de Nantes Métropole dans sa campagne de crowdfunding (financement). Dans sa capacité à être le relais auprès de tous les citoyens, la collectivité nous apporte de la visibilité. Le Grand Débat sur la Transition Énergétique a mis en lien les acteurs créant les conditions pour faire projet ensemble : nos coopérateurs ont peut-être des toits pour CoWatt ? Toutes ces actions citoyennes doivent converger pour faire système, se mettre en lien et engager un changement d'échelle.»

« Miser sur notre capacité d'organisation »

Bernard LEMOULT est directeur de l'AFUL¹³ Chantrerie. « Deux associations en une » ont été créées pour engager et porter collectivement des projets concrets de transition sur le territoire de la Chantrerie au nord de Nantes et faire émerger une culture du « faire ensemble ». Interview.

« La question de l'innovation est souvent posée mais doit être associée à la définition collective d'un projet de société. Innover, mais pour quoi faire ? C'est la question à laquelle tous les acteurs doivent répondre pour réussir la transition. Il existe différents types d'innovations : l'innovation technique, sociale, socio-technique en lien avec l'évolution de nos modes de vie et enfin l'innovation démocratique qui invite à définir de nouvelles manières de faire et de décider ensemble.

L'AFUL Chantrerie, entendez l'Association Foncière Urbaine Libre, et depuis 2016, l'Association Fédératrice des Utilités Locales, est un exemple concret d'innovations dans ces domaines. À l'origine, ce projet porté par les établissements publics de la Chantrerie, visait la création d'une chaufferie biomasse et d'un réseau de chaleur. Or, pour rendre possible sa réalisation, il a fallu imaginer de nombreuses stratégies pour définir, expliquer et surtout identifier les solutions juridiques adéquates. Un chargé d'opération de l'aménageur du site (Nantes Métropole Aménagement) a financé une étude juridique pour consolider le projet. C'est ainsi que le statut d'AFUL est apparu : Association Foncière Urbaine Libre, une association privée composée d'établissements publics. Utilisée à l'origine pour gérer des équipements en copropriété privée, c'était la première fois que ce statut s'appliquait à un projet de chaufferie bois avec un réseau de chaleur... La collectivité a facilité le projet mais ne l'a pas piloté. Ce sont les acteurs de ce « petit bout de territoire » nantais en construction qui se sont pris en charge, réunissant désormais 3 000 salariés, 4 000 étudiants et 1 000 habitants. Si le volet économique a été la clé d'entrée

du projet de chaufferie biomasse, très vite des synergies se sont créées entre les acteurs pour développer d'autres projets concrets autour de 6 thématiques : l'énergie, la mobilité, l'agriculture, la qualité de vie, l'alimentation et les déchets et la gouvernance. Ce fourmillement d'idées a conduit à créer une autre association pour continuer à innover, à intégrer de nouveaux établissements, notamment privés, et à élargir le périmètre d'action de la communauté. AFUL Chantrerie Association Fédératrice des Utilités Locales est donc née en 2016 au côté de l'Association Foncière Urbaine Libre. Partageant l'enjeu du « faire ensemble », la quinzaine de membres s'engage, dans une Charte de territoire, à faire sa part à la hauteur de ses moyens.

Personne n'aurait pensé que ce projet de chaufferie biomasse puisse déclencher par la suite une telle appétence pour des projets collectifs. La poursuite de l'aventure collective a été et est liée à une conjonction de facteurs : une certaine fierté d'avoir porté et réussi ensemble ce projet, dans le temps et le budget impartis, avec des objectifs énergétiques et économiques atteints ; une crédibilité et une légitimité acquises, et quelque part la confiance, tant en interne sur le site Chantrerie, qu'en externe dans les différents réseaux institutionnels et privés ; enfin, l'envie d'aller plus loin et d'expérimenter l'avenir d'un territoire comme La Chantrerie face aux enjeux sociétaux.

Aujourd'hui, l'enjeu réside dans la capacité des acteurs, AFUL Chantrerie et Collectivité (Nantes Métropole), à inventer de nouvelles manières de coopérer, de faire ensemble et de faire démocratie. »

¹³ AFUL, deux associations en une, Association Foncière Urbaine Libre / Association Fédératrice des Utilités Locales

en débat

Deux focus d'expériences qui ont nourri les auditions du Grand Débat et inspirés le territoire. L'un raconte les étapes de transformation d'un territoire par les habitants et les citoyens et l'autre propose la transformation des modes de vie à partir de l'expérience de chacun et non de la norme.

*Synthèse des deux auditions
décembre 2016
« La transition énergétique,
quels modes de vie ? »*

Développement durable et résilience du territoire, l'exemple de Loos-en-Gohelle

Jean-François CARON, Consultant et Maire de Loos-en-Gohelle depuis 2001, Président du Cd2e

Se mettre en transition, l'épopée du XXI^e siècle

Le modèle de développement qui s'est créé au XIX^e siècle est dépassé. Parce que les ressources fossiles sont en voie d'épuisement, que les rejets d'activité sont cause de dérèglements majeurs (changement climatique, déchets nucléaires, pollution des océans par le plastique...) et que ce modèle générateur d'inégalités sociales met l'humanité en insécurité.

À l'échelle de la région Nord-Pas-de-Calais, c'est le modèle de « troisième révolution industrielle » théorisé par Jeremy Rifkin qui a été retenu : un développement qui s'appuie sur les énergies renouvelables, des bâtiments producteurs d'énergie, le pilotage optimisé de la production et de la consommation d'électricité par des réseaux intelligents et la mobilité décarbonée.

« Ce dont nous avons besoin, c'est d'un nouveau récit de l'épopée humaine. Il est temps d'avoir une projection heureuse du modèle de développement qui arrive. »

Loos-en-Gohelle sur le chemin de la résilience

Dans les années 1980 à Loos-en-Gohelle, après la fermeture des mines, il a fallu retrouver l'estime de soi et assumer l'histoire du pays pour se dessiner un nouveau futur. Dans les années 1990, le renouvellement du plan local d'urbanisme a été l'occasion d'une participation intense et de premières expérimentations.

Ainsi, il a été décidé de généraliser la récupération d'eau sur les bâtiments publics pour l'arrosage, car Loos-en-Gohelle payait très cher une eau de mauvaise qualité. Alors que l'habitat est constitué de maisons de mineurs sans aucune isolation, l'écoconstruction apparaît comme stratégique. Le projet de ville a été l'occasion aussi de remettre de la nature dans la ville. Loos-en-Gohelle a écrit l'une des premières chartes de l'amélioration du cadre de vie en France.

« Le développement durable est invisible. Si on veut mettre les gens en mouvement, il faut en révéler les avancées. »

Le développement durable a besoin d'être révélé

Pour rendre visible les avancées, des parcours d'interprétation du développement durable sont créés : en se connectant aux 69 bornes sur la voie publique avec un smartphone, on accède à une description des matériaux employés, des performances énergétiques des bâtiments et les commentaires des habitants, architectes, associations, etc. Loos-en-Gohelle est désormais citée comme ville-pilote.

Impliquer les citoyens par leurs centres d'intérêt

La totalité des projets sont coproduits avec les habitants, de la création d'une route départementale à l'installation d'un skatepark. Mettre à disposition tous les éléments techniques sur internet, débattre avec les habitants, tout cela crée de l'intelligence collective et rend les décisions plus appropriées. Autant que possible, la commune mène des projets sur le principe du 50/50. Le fleurissement : la ville fournit les jardinières et les plantes, les habitants arrosent et entretiennent. La réfection des chemins ruraux : la ville achète les matériaux, les agriculteurs remblaient avec le service technique. En plus d'économiser l'argent public, ce principe fait évoluer les habitants qui retrouvent la fierté d'être responsables du patrimoine commun au lieu d'en être les consommateurs.

« Je ne fais pas de la transition énergétique, je fais de la transition systémique vers un monde différent. »

L'effet boule-de-neige de la transition

Tout l'habitat est écoconstruit depuis 1997, ce qui représente aujourd'hui plus de 10 % du parc. Résultat, les logements sociaux les plus récents ont une facture de chauffage de 150 euros par an, contre 2000 euros pour des logements sociaux anciens. Loos-en-Gohelle est devenu le fer de lance de l'écoconstruction en région : des emplois ont été créés, des structures de recherche se sont installées, la Fondation d'Auteuil a créé un centre d'apprentissage de 350 places.

Toute la commande publique s'impose des achats d'écomatériaux. Les véhicules municipaux sont au gaz naturel de ville. Les réseaux de mobilité douce ont été multipliés. Réunissant les quartiers par l'extérieur, une ceinture verte clôt la ville, signalant au passage la fin de l'étalement urbain. Ce chemin bordé d'arbres fruitiers est un grand succès écologique et social. L'installation d'un agricul-

teur produisant des variétés anciennes de blés marque le début de la restructuration d'une filière de meunerie. Des entrepreneurs sociaux se lancent. Une activité de récupération du marc de café pour en faire des pellets de chaudière et des cosmétiques est en cours de développement avec l'école des Mines. Ainsi, un écosystème se constitue par effet boule-de-neige : la biosphère vallée.



Conclusion : quatre piliers de la résilience

La résilience repose sur quatre piliers, dont le premier est l'implication habitante. Le second est la pensée systémique : montrer que le développement durable fait système, qu'il crée des emplois, fait faire des économies, recrée du lien. Le troisième est la vision des petits cailloux blancs. Dans un ciel nocturne, l'étoile qui brille donne du désir, et l'énergie de faire. Mais elle est lointaine : il faut poser les petits cailloux blancs qui y mènent. Le quatrième est le courage d'innover. On ne peut mettre les gens en mouvement par la contrainte, ni leur demander de se renier. Il faut assumer le passé, oser, essayer et accepter l'erreur. L'innovation, c'est une désobéissance qui a réussi. La transition énergétique, c'est une désobéissance au modèle unique. Elle nécessite la confiance et un terreau d'innovation.

▶ POUR ALLER PLUS LOIN

Vidéo : « Comment se redonner un futur »
Conférence de Jean-François Caron
(23 mn) <https://www.youtube.com/watch?v=uZFNNN7i734>

Livres : *Résilience écologique, le pari de Loos-en-Gohelle, ville durable*, Philippe Gagnebet, éditions Henry Dougier.

Loos-en-Gohelle, ville pilote du développement durable, Philippe Chibani-Jacquot, éditions Les Petits Matins.

Projeter un futur durable et désirable au 21^e siècle

Vaia Tuuhia, déléguée générale de l'association 4D, Think Tank citoyen pour la promotion du développement durable

La COP 21 a acté la vision d'une transition globale

En 2015, la COP 21 a conclu 15 ans d'efforts. C'est le premier accord de l'humanité rassemblée (110 pays) pour un développement durable bas carbone, avec l'objectif de limiter le réchauffement climatique à 2°C. Lors de la COP 22 en 2016 à Marrakech, les États ont défini les modalités d'application de l'accord de Paris dans une feuille de route pour 2018. 47 pays parmi les plus vulnérables (Soudan, Éthiopie, Comores...) ont signé un accord pour être à 100 % en énergies renouvelables d'ici 2030-2050. C'est le signe de la prise en compte que la lutte contre le réchauffement climatique n'est plus seulement l'affaire de ceux qui ont les moyens, mais qu'elle doit proposer un modèle de développement durable. Y compris dans les régions où il devient pressant de trouver des solutions d'adaptation au changement climatique.

« Notre idée est d'amener les personnes à se projeter dans un futur possible, à partir de leurs besoins. »

Il ne s'agit plus de sensibiliser, mais de mobiliser

En 2016, la sensibilisation sur le changement climatique est faite. L'enjeu aujourd'hui est d'emmener plus de personnes dans l'action. Comment faire pour que la transition énergétique entre au cœur des préoccupations quotidiennes ?

Comment faire pour que les médias, les débats politiques ne traitent plus cette question comme étant connexe mais structurante pour l'avenir de toutes les sociétés ? C'est ce que tente Nantes Métropole en activant des communautés d'acteurs dans le cadre du Grand Débat.

De son côté, l'association 4D a pris le parti de mettre la prospective dans les mains des personnes. Nommé OurLife 21, ce programme développé depuis 2015 propose des récits de personnalités racontant leur quotidien en 2030 et 2050. Leur point commun : la convergence vers un mode de vie bas carbone, dans une société qui a tenu les engagements pris dans l'accord de Paris.

La méthode OurLife 21

Ces récits ont été coconstruits lors d'ateliers organisés avec des familles, dont certaines peu sensibilisées ou habituées à débattre de questions de société. Avec une écriture littéraire compréhensible par tous, un enregistrement réalisé avec l'aide de Radio France internationale, ces récits touchent les personnes et ouvrent au débat sur ce que signifie la transition... sans jamais employer ce mot.

« OurLife 21 complète une vision de transition globale du pays par un récit de transition pour les citoyens. »

« Il faut maintenant écrire les petites histoires de famille ou de quartier qui s'insèrent dans la grande histoire qui se raconte dans les COP, dans le Grand Débat de Nantes Métropole. »

Des cheminements différents en fonction de la situation de chacun

Le personnage de Philippine vit dans une ville de 100 000 habitants. Cette famille de 4 personnes rejette 24 tonnes d'équivalent CO₂ en 2010 et doit parvenir à 6,4 tonnes en 2050 pour tenir les engagements de l'accord de Paris. Par des changements progressifs de son mode de vie, en particulier sur la mobilité, la famille parvient à diminuer ses émissions à 17 tonnes d'équivalent CO₂ en 2030 et 11 tonnes en 2050.

Le personnage de Mhamed vit au Maroc et il est déjà plus que sobre : il ne rejette que 2,5 tonnes d'équivalent CO₂ en 2010, bien en deçà de l'objectif (8 tonnes) pour une famille de 5 personnes en 2050. Pour un profil de ce type, le message ne peut être celui de la contrainte, mais de l'amélioration du bien-être et des valeurs. En 2050, sa famille émettra 3,4 tonnes d'équivalent CO₂ et aura amélioré ses conditions de vie.

Ces familles modélisées ne parviennent pas toutes au même résultat, mais toutes convergent vers le même but. Il est plus facile pour un habitant d'un pays en voie de développement d'adopter des modes de vie bas-carbone que pour un agriculteur américain qui doit tout réinventer.

Les récits interrogent les personnes sur leur capacité de changement

En atelier, la projection dans ces récits ouvre le débat et interroge les personnes sur leur capacité de changement. Certains participants se mettent dans la peau des personnages, d'autres en porte-à-faux. Le personnage de Mhamed, paysan dont la préoccupation première est l'eau, amène le débat sur l'usage des sols et les migrations. Certaines régions sont déjà dans des situations critiques. Cela pose la question de la co-responsabilité : comment chacun fait-il sa part ? Certes, il existe des politiques publiques. Ainsi, le plan Maroc vert prévoit l'installation de petits modules photovoltaïques en milieu rural ou d'éoliennes pour faire fonctionner des pompes hydriques. Mais tout n'est pas à attendre de la politique publique, à l'instar du village de Brachoua qui a réussi à stopper son exode rural en se tournant vers la permaculture. Ses habitants restent vigilants sur la gouvernance coopérative de leur modèle pour éviter des dérives.

Conclusion

Cette modélisation montre aussi des grands écarts selon les territoires, avec un risque transitoire d'aggravation des inégalités vers 2030 en raison de la hausse probable des prix des énergies et des matières premières. Même s'il paraît difficile de réaliser tous les investissements à une échéance aussi rapprochée, il est temps d'accélérer la transition.

« Débat du faire » : la transition énergétique, c'est nous

La démarche, pour qui, pour quoi ? 2

ENJEUX 7 à 10

Transition énergétique et pouvoir d'agir des citoyens 8

Les 3 singularités de la transition énergétique « à la nantaise » 9

MÉTHODE 11 à 17

La prospective ouverte et délibérative à l'échelle de la métropole nantaise : retour sur le Grand Débat citoyen « la transition énergétique, c'est nous » 12

Une commission indépendante : témoignages 16

13 chiffres à retenir 17

ANALYSE 18 à 32

Les Activateurs : activer des projets par l'expérience du financement participatif 19

Les Arpenteurs : arpenter le territoire, les expéditions urbaines de la transition énergétique 21

Les Défricheurs : la transition énergétique, un sujet à déchiffrer grâce à une communauté apprenante 23

Les Évaluateurs : quand les citoyens évaluent des projets métropolitains 25

Les Astucieux : comprendre la dynamique de l'engagement dans la résolution de difficultés énergétiques 30

EXPERTISE PARTAGÉE 33 à 37

Tout le monde est organisateur d'un événement dans sa vie 34

Permettre aux Ligériens de produire leur énergie 35

Un supermarché participatif pour passer des idées à l'action 36

Miser sur notre capacité d'organisation 37

EN DÉBAT 38 à 42

Développement durable et résilience du territoire, l'exemple de Loos-en-Gohelle 39

Projeter un futur durable et désirable au 21e siècle 41

**Pôle Dialogue citoyen,
évaluation et prospective
Nantes Métropole**
2 cours du Champ de Mars
44923 Nantes Cedex 9
www.nantes.fr > cahiers-connaissances-sur



D'INFOS

Retrouvez la feuille de route de la transition énergétique de la métropole de Nantes sur

<http://bit.ly/GrandDebatTE>

et www.nantes.fr > transitionenergetique

Le site du Grand Débat La transition énergétique, c'est nous

www.nantestransitionenergetique.fr

LES CAHIERS « CONNAISSANCES SUR » ont pour objet de mettre à profit la connaissance capitalisée autour d'une question ayant fait l'objet d'une expertise approfondie à la Ville de Nantes ou à Nantes Métropole en lien notamment avec une démarche d'évaluation ou de dialogue citoyen. Ces cahiers exposent la diversité des points de vue et font état de la réflexion sur des questions qui croisent politiques publiques et sujets de société. Cette connaissance est mise à disposition des acteurs du territoire, des citoyens et de la société civile dans son ensemble et à vocation à animer le débat public.

Directeur de la publication : Pascal Bolo

Co-directrices de la publication : Francine Fenet et Sandra Rataud

Ont participé à ce numéro : Elvire Bornand (sociologue), Delphine Lethu et Stéphanie Le Dantec (journalistes Oeil à la Page), Maxime Sourdin (chargé de mission), Catherine Veyrat-Durebex (chargée de mission)

Crédit photo : ©Nantes Métropole

Coordination : Christine Alaimi

Mise en page : Duplijet

Impression : Le Sillon

Diffusion : 1000 exemplaires